la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

La crise du Moyen-Orient

par Pierre RIMBERT

La hausse des prix de transports,
nouveau départ pour l'inflation

Après le Congrès du Livre :

Réformisme d'hier et d'aujourd'hui

par Ferdinand CHARBIT

Le cinquantenaire de la Révolution Russe :

L'insurrection de Cronstadt et le
Xe Congrès du P.C.

par Marcel BODY

Numéro 529 — Nouvelle série N° 228 **JUILLET - AOUT 1967 — Prix : 2,50 F**

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois .... 13 F
Un an .... 25 F

EXTERIEUR

Six mois .... 16 F
Un an .... 30 F

Le numéro : 2,50 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la rédaction
et l'Administration à la

REVOLUTION PROLETARIENNE
21, rue Jean-Robert, Paris 18e
Téléphone : 607 02-06

PERMANENCES

le lundi, de 15 h à 18 h ; les mercredi et jeudi, de 16 à 19 h ; les samedi à partir de 15 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèque postal
REVOLUTION PROLETARIENNE 734-99 Paris

Sommaire du N° 529 - Juillet-Août 1967

ENTRE NOUS...

Les vacances commencent tôt cette année. Nous en voyons un signe dans la faiblesse des rentrées financières de ce mois de juin. Il y a longtemps que nous ne les avions trouvées si maigres. Consultez, en dernière page, notre tableau « D'où vient l'argent ? ». Une analyse, même rapide, vous édifiera.

Pourtant, il y a deux mois peut-être que nous avions cessé de nous lamenter. Le fait est que, comme l'attestent nos précédents relevés de comptes, les mois d'avril et de mai avaient été de bons mois. C'est sans doute pour cela que celui-ci est peu abondant en fortune. Il est bien évident que si les retardataires comblent, comme ils l'ont fait dans les mois précédents, leur retard, le rythme des rentrées se ralentit ensuite, surtout quand la chaleur arrive et que la principale préoccupation devient le départ vers l'herbe ou le sable. Cependant, ce mois de juin a été plus particulièrement pauvre.

Que cette note insistante ne trouble pas, pour nos lecteurs et amis, le repos tant désiré et si tôt préparé ! Mais il était nécessaire, croyons-nous, de la faire entendre. Il est rare que nous puissions rester longtemps sans sonner l'alerte, sinon l'alarme ; sans user du « clignotant » comme on dit aujourd'hui.

Les vacances, un des meilleurs fruits de l'action syndicale, laissent aussi plus de temps à la réflexion et à la réalisation des bonnes intentions. Eh bien ! que la « R.P. », dans la mesure où nous tenons à elle, ne soit pas absente de nos pensées au cours des semaines qui viennent ! Pour elle aussi, les vacances doivent être profitables. Nous vous donnons maintenant rendez-vous au « D'où vient l'argent ? » de septembre. Il faut absolument qu'il apaise un peu les soucis que nous avions à la veille des vacances. Si nous perdions la conviction que ces soucis sont partagés par le cercle de nos lecteurs et amis, alors nous perdrions en même temps toute raison de nous battre pour que la « R.P. » continue.

Pour le moment, elle continue, et nous pensons que les lecteurs retrouveront, dans ce numéro, les caractéristiques que, tous, nous voulons conserver à notre revue. L'actualité, la façon d'aborder et de comprendre l'actualité, nous divisent souvent, et « la R.P. » est là pour que nous confrontions nos opinions. Il y en a parmi nous qui se chargent de ne pas nous laisser dormir dans la routine, avec la rage qu'ils ont de violenter les opinions satisfaites. Chacun d'eux prend sa responsabilité. Chacun de nous a la pleine liberté de « penser autrement » et de le dire. Il n'y a pas ici d'opinion officielle. Le vrai syndicalisme, même et surtout quand il s'affirme révolutionnaire, ne va pas sans ces discussions et ces affrontements. Si vous trouvez qu'il y en a qui « y vont fort », écrivez-le avec la même énergie. Aidez-nous tous, de cette façon, à trouver cette vérité qui, comme le disait Gramsci, est révolutionnaire.

Et maintenant, voyez notre sommaire. Il nous offre encore des sujets de réflexion, liés de près à l'actualité ouvrière et humaine. Tant qu'il y aura des camarades pour entretenir ainsi ce feu obstiné, leurs efforts, leur dévouement — auquel nous faisons appel sans restriction — ne seront pas perdus.

LA CRISE DU MOYEN-ORIENT

Je suis de ceux qui pensent que la création de l'Etat d'Israël a été une de ces aberrations dans le genre de celle du couloir de Dantzig après la première guerre mondiale ou de Berlin-Ouest en pleine zone soviétique après la deuxième guerre mondiale. Ce sont là des chefs-d'œuvre diplomatiques dont on peut se demander s'ils n'ont pas été faits exprès pour être sûr que la guerre qui vient de se terminer ne sera pas la dernière.

Mais aberration ou non, l'Etat d'Israël est devenu un fait : 2.500.000 êtres humains se sont installés là et ont mis en valeur un territoire avec une efficacité qui pourrait profiter à tous leurs voisins, si ceux-ci voulaient bien admettre l'existence de ce fait au lieu de vouloir le détruire.

Résoudre le problème des réfugiés palestiniens en chassant les Israéliens, c'est guérir un mal par un autre mal plus grand encore.

Aussi, il ne sert à rien, aujourd'hui, d'épiloguer sur la création, juste ou non, de l'Etat d'Israël. Cet Etat existe et il n'est plus possible, à moins d'un véritable génocide, de le supprimer. Si donc, on refuse ce génocide et on admet le droit à l'existence de l'Etat d'Israël, il faut commencer par faire admettre ce droit aux pays arabes qui, eux, le dénient. En effet, tant que les pays arabes n'admettront pas l'existence de l'Etat d'Israël, il n'y aura pas de solution au problème du Moyen-Orient.

C'est donc par là qu'il faut commencer.

Il y a une contradiction évidente entre l'affirmation du droit à l'existence de l'Etat d'Israël et le soutien sans réserve apporté aux Etats arabes qui proclament publiquement leur volonté de détruire Israël. Contradiction que les communistes affichent sans honte, s'alignant une fois de plus sur la politique extérieure soviétique, qui est une politique tout aussi impérialiste que celle des Etats-Unis. En effet, au Proche-Orient, les Russes ne poursuivent qu'un but : y installer des gouvernements à leur solde, tout comme le font les Américains et les autres puissances, car c'est cela le néo-colonialisme.

A l'Assemblée générale de l'O.N.U., Kossyguine, au nom de l'Union Soviétique, a parlé d'agression israélienne, mais n'a pas dit un mot des actes terroristes que les Etats arabes perpétuaient contre Israël. Il n'a rien dit sur le blocus du golfe d'Akaba qui, pourtant, constitue un acte d'agression selon les définitions mêmes qu'en a donné l'Union Soviétique à l'O.N.U. Il n'a rien dit du retrait des casques bleus que Nasser avait exigé et qu'U Thant a accepté un peu trop facilement. Pourtant si les Etats arabes craignaient une agression de la part d'Israël, la présence des casques bleus était le meilleur moyen de la prévenir. Et si Nasser, comme il l'a déclaré, craignait que l'agression d'Israël se fasse en direction de la Syrie, il fallait demander à l'O.N.U. qu'elle mette des casques bleus aussi sur la frontière syro-israélienne, et non pas lui demander d'enlever ceux qui étaient sur la frontière de l'Egypte. Si les casques bleus avaient été là, le golfe d'Abaka n'aurait pas été bloqué et Israël n'aurait pa pu envahir le Sinaï sans passer sur le corps des soldats de l'O.N.U., ce qui aurait entraîné automatiquement des sanctions unanimes contre lui. Or, si Nasser a demandé le retrait des casques bleus et bloqué le golfe d'Akaba, alors qu'il n'y avait aucune agression israélienne, c'est donc que l'initiative des opérations revient à l'Egypte.

De tout cela, Kossyguine n'a rien dit.

De leur côté, les pays dits neutralistes ont, par l'initiative de la Yougoslavie, déposé une résolution dans laquelle ils demandaient à Israël de « retirer immédiatement toutes ses forces derrière les lignes d'armistice établies par les conventions d'armistice... » Mais ils ne demandaient pas du tout aux Etats arabes de respecter l'existence de l'Etat d'Israël et la libre navigation dans le détroit d'Akaba et dans le canal de Suez. Or, c'est précisément là que réside la cause du conflit qui vient d'éclater dans le Proche-Orient. En ne posant pas ces questions, la résolution yougoslave n'était pas neutre du tout, mais elle prenait partie pour les Etats arabes contre Israël. Et chose plus grave, elle laissait subsister les causes du conflit. Autrement dit, elle ne résolvait rien.

Qu'Israël doive quitter les territoires qu'il a occupés, nous sommes d'accord ; qu'il ne doive opérer aucune annexion, c'est ce qu'il faut exiger. Mais cela, on ne peut l'exiger que simultanément à la reconnaissance et au respect de l'Etat d'Israël par les Etats arabes et la libre circulation dans le golfe d'Akaba et dans le canal de Suez. On ne peut pas demander à Israël de retirer ses troupes si on ne lui assure pas en même temps cela. On ne peut pas davantage demander aux Etats arabes d'assurer cela, s'il n'y a pas en même temps le retrait des troupes israéliennes. Les deux choses doivent être simultanées. Sinon, il n'y aura pas de paix valable.

Ce n'est qu'une fois que l'on aura réalisé ce double objectif que l'on pourra résoudre le problème des réfugiés palestiniens. En effet, ce problème ne peut être résolu en chassant les uns pour installer les autres. Il ne peut l'être que par une coopération entre Israël et les pays arabes en vue de la mise en valeur de tout le Proche-Orient. Car seule cette mise en valeur permettra l'absorption à la fois des réfugiés palestiniens et des réfugiés juifs.

L'œuvre immense réalisée par les Israéliens dans cette partie de la Palestine qui n'était qu'un désert est la preuve qu'il est possible de faire de cette terre brûlée par le soleil un pays pouvant nourrir des millions d'êtres humains. En collaborant avec Israël au lieu de chercher à le détruire, les pays arabes trouveraient une assistance technique dont ils ont grand besoin.

Mais pour qu'une telle coopération puisse avoir lieu, il faut que disparaissent les nationalismes et que se crée une confédération israélo-arabe du Proche-Orient.

C'est à cela que devraient travailler les socialistes et les syndicalistes, au lieu d'être le jouet de l'impérialisme russe ou de l'impérialisme américain.

P. RIMBERT.

COMME C'EST SIMPLE !

Pour l'Egypte, la France demande l'évacuation des terres que l'adversaire a occupées.

Comment, en juin 40, n'a-t-elle pas eu l'idée de demander la même chose, pour elle-même ?

LA HAUSSE DES PRIX DES TRANSPORTS NOUVEAU DÉPART POUR L'INFLATION

Le gouvernement vient de décider une série de hausses dans le secteur des services publics. Hausses qui, pour les transports en commun de la région parisienne, dépassent les 60 %. En effet, le ticket de métro passe de 37 à 60 centimes, et celui d'autobus de 18,50 à 30 centimes. La carte hebdomadaire du métro passe de 3 F à 4,80. Les transports S.N.C.F. de banlieue sont augmentés de 30 %, ceux des grandes lignes de 5 % et 5,4 % pour les marchandises.

A ces hausses spectaculaires viendront s'ajouter bientôt celles du gaz et de l'électricité.

Il n'y a pas de doute que ces hausses vont peser sur le budget ouvrier et seulement sur lui, car ce sont essentiellement les travailleurs qui utilisent les transports en commun. Il est vrai qu'en compensation le gouvernement a augmenté la prime de transport qui passe de 16 à 20 F. Mais cette augmentation de 4 F ne compense pas la seule hausse de la carte hebdomadaire de métro qui est de 1,80, ce qui représente une augmentation mensuelle de 7,20. Et combien de travailleurs seront obligés de prendre à la fois le métro et l'autobus, et souvent même le train aussi.

Pourquoi le gouvernement a-t-il décidé de telles hausses qui frappent essentiellement les travailleurs et, parmi eux, surtout les petits salariés ?

Le mobile invoqué est ce que les économistes officiels appellent « la vérité des prix ». Qu'est-ce à dire ? Eh bien ! tout simplement que le prix de revient du transport est nettement supérieur au prix auquel il est vendu. La vérité des prix consiste donc à vendre le transport à son prix de revient, sinon il y a déficit et l'Etat doit combler ce déficit, ce qui l'oblige soit à augmenter les impôts, soit à fabriquer de la monnaie. Ce serait donc pour éviter cela que le gouvernement a décidé ces hausses.

Dans *le Monde* du 9 juin, Pierre Drouin, qui est le chroniqueur économique de ce journal, a qualifié « d'indispensables » ces mesures.

Est-ce bien vrai ?

En 1966, l'Etat et les collectivités locales ont versé à la S.N.C.F. 4.293 millions de francs, soit plus de 400 milliards anciens, et 900 millions à la R.A.T.P., soit 90 millions anciens.

Etant donné que la productivité du travail dans les transports français a progressé sensiblement, on ne pourra pas dire que ces milliards versés par les Pouvoirs publics ont servi à entretenir un service pléthorique. D'autre part, les transports étant une condition indispensable à l'activité économique d'un pays moderne, on ne saurait les réduire.

Alors ces milliards, il faut de toute façon les payer. Il n'existe pas de méthode magique pour éviter cette facture. Par conséquent, la question, la seule question qui se pose, c'est de savoir qui va payer la facture ? Ou plus exactement : comment va-t-on répartir la facture entre toutes les catégories sociales de la population ?

Pour payer le prix que coûtent les transports, il y a deux procédés : le premier, c'est de faire payer à l'usager le prix qu'il coûte ; le second, c'est que l'Etat paye et en répartisse le montant entre tous les habitants.

Le premier procédé est injuste et inflationniste. Injuste, parce qu'il fait payer le coût du transport aux seuls usagers, alors que toute la population en tire profit. En effet, ceux qui n'utilisent pas les transports en commun, soit parce qu'ils habitent à côté de leur lieu de travail, soit parce qu'ils ont une auto, ceux-là ne pourraient rien s'il n'y avait les transports en commun qui leur apportent les éléments de leur travail : marchandises, matières premières, main-d'œuvre, clients, etc. Aucune entreprise, petite ou grande, ne pourrait vivre s'il n'y avait pas les transports publics.

Donc si tout le monde tire profit de ces transports publics, pourquoi tout le monde ne participerait-il pas à payer le prix qu'ils coûtent ? La justice la plus élémentaire l'exige.

Injuste, ce procédé est aussi inflationniste. Les transports ne sont pas une activité économique productrice de biens, ils ne font que les transporter et transporter ceux qui les produisent : les travailleurs. Quand on charge une tonne de choux-fleurs en Bretagne pour les transporter à Paris, il y a déplacement, mais il n'y a pas augmentation de production. Les transports sont donc nécessairement une activité qui coûte, mais qui ne produit pas. Ils font partie des frais généraux de la société et, comme tous les frais généraux, ils doivent être répartis sur l'ensemble de la société au prorata du revenu de chacun. Si, au au lieu de cela, on englobe le prix du transport dans le coût des objets et des personnes transportés il en résultera, par le jeu des cascades successives, une hausse finale bien supérieure au prix du transport. Prenons, par exemple, le déficit de 1966 de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. qui s'élève à 5.193 millions de francs actuels. Si on inclut ce déficit dans le prix des transports, ces 5.193 millions vont se répercuter dans les prix et les salaires multipliés par une grandeur qui dépend du nombre d'intermédiaires qui se trouvent sur le parcours qui va de la production à la consommation. Si bien qu'au lieu de 5.193 millions, la société devra payer beaucoup plus. Autrement dit, la hausse des prix de transport entraînera une hausse générale des prix.

L'autre procédé, celui qui consiste à faire payer par l'Etat le coût des transports et à le répartir ensuite sur tous les citoyens au prorata de leurs revenus est à la fois plus juste et non inflationniste.

Plus juste, parce que chacun participe au coût des transports même s'il ne les utilise pas et en proportion de son revenu. Ce qui est normal puisque son revenu dépend précisément de l'existence des moyens de transport.

Non inflationniste, à condition bien entendu que le coût du transport soit couvert par les impôts sur les revenus ou la fortune acquise et non des impôts indirects, parce qu'il n'y aura pas de majoration aux différents stades parcourus.

Ainsi en augmentant les prix des transports, le gouvernement aggrave l'injustice sociale puisqu'il frappe essentiellement les travailleurs et, d'autre part, il s'engage sur une voie inflationniste au bout de laquelle il y aura de nouveau un déficit des transports. Et le cycle se répètera sans fin, tant que l'on n'aura pas compris que les transports sont des frais généraux qu'il ne faut pas vendre mais répartir au prorata des revenus de chacun.

En attendant qu'on en soit là, les travailleurs n'ont qu'une solution pour faire face à cette augmentation du coût de la vie, qu'est leur prix de revient, c'est de demander, au nom de la vérité des prix, une augmentation de salaires.

P. R.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

CONGRES DE LA C.G.T., CONGRES SYNDICALISTE ?

Ce point d'interrogation, nous l'avions déjà posé dans notre précédent numéro, alors que se tenait, dans une belle salle de Nanterre, le congrès de la C.G.T. Aucune réponse ne nous est encore venue d'un participant direct. Si elle nous vient, elle aura sa place ici, quelle qu'elle soit. Ce point d'interrogation, nous pourrions pourtant l'enlever. Ce serait pour le remplacer par une négation. Le dernier congrès de la C.G.T. a été dans la tradition : celle de l'unanimité, et de l'unanimité trait pour trait, formule pour formule sur les thèses du parti communiste. Pas la moindre expression non seulement d'une opposition quelconque, timide ou partielle, non seulement d'une divergence sur un point particulier, mais même d'une différence. Il y a certes dans ce congrès des sans-parti, des catholiques dont l'un, militant de l'Action catholique, fait sa grande entrée au bureau confédéral pour y représenter « les cadres ». Qu'est-ce que cela peut faire ? Sur toutes les questions, ces syndiqués approuvent le bureau confédéral, y compris sur les questions que l'actualité internationale vient de soulever, sur la guerre du Moyen-Orient par exemple, ou sur la Chine. Tout le monde est d'accord. On peut même dire que cet accord est préalable et qu'il ne serait pas moins unanime sur des thèses différentes. La règle est l'unanimité. C'est une démonstration : ici, pas de tendances, pas de courants d'opinion. Ceux qui pensent autrement ne sont pas là. C'est dire qu'ils sont ailleurs, et que ce congrès dit « d'unité », n'est au contraire que la manifestation de la scission.

Faut-il croire que dans cette C.G.T. qui déclare près de deux millions de membres — dont la moitié peut lui être reconnue — il n'y a pas un syndicat, pas un adhérent qui désapprouve le bureau confédéral, sur un point du programme revendicatif, ou sur la tactique, ou sur l'orientation, ou sur les prises de positions internationales? Bien sûr que non. Personne ne le croit. Nous savons d'expérience, par la camaraderie quotidienne, et ne serait-ce d'abord que par la composition de notre cercle de militants syndicalistes, que le monolithisme dans la C.G.T. est loin d'être aussi réel et flagrant. Il ne pourrait en être autrement. Mais le fait est qu'aucun désaccord ne franchit la porte du congrès, ou, s'il réussit à la franchir, il ne s'exprime à la tribune. Les cooptations dans l'équipe dirigeante sont affaire « d'appareil » et maintiennent la règle intangible de « la direction unique » parti-syndicats. Le congrès entérine.

Le rituel est respecté ; surtout au début et à la fin. Au début : un rapport-fleuve de plus de trois heures d'horloge, complètement inutile dans son écrasante monotonie. En aucune circonstance et sur quelque sujet que ce soit, il n'est jamais nécessaire de parler si longtemps. Mais que penser de la lecture d'un document interminable qui n'apporte absolument rien qui ne soit déjà connu ? A la fin : « le triomphe » attendu et préparé dont les rites ressemblent à ceux qui clôturent les congrès du parti dirigeant, une manifestation d'une « spontanéité » organisée dont on chercherait en vain l'origine dans les traditions ouvrières et syndicales.

Alors, un congrès pour rien ? Il faut bien répondre : oui, pour rien, si l'on avait en vue une ouverture vers l'unité syndicale. Pour rien, si l'on a constamment en vue la renaissance du syndicalisme ouvrier indépendant. Mais nous savons bien, comme l'histoire, l'expérience et l'action nous l'ont montré, que derrière ce décor d'unanimité, la vie ouvrière continue et que l'éternelle lutte de classe brisera, quand il le faudra, ces barrières bureaucratiques, alors que l'on ne parlera plus depuis longtemps de ce congrès inutile.

L'ENSEIGNEMENT INVESTI

Dans la Fédération de l'Education Nationale, il y a des tendances, des courants d'opinion. Il n'y en a même que là, diront en grommelant beaucoup de syndiqués de la C.G.T. Mais là seulement il y a l'unité. Un syndiqué de l'enseignement doit choisir sa tendance (encore n'y est-il pas obligé). Un syndiqué d'une autre industrie doit choisir sa centrale. Ce n'est certainement pas mieux.

Pourtant, cela ne va pas sans difficultés dans l'industrie des enseignants. Leur fédération est constituée d'un assez grand nombre de syndicats nationaux de catégorie, en premier lieu celui des instituteurs, puis celui des professeurs.

Le S.N.E.S. (Syndicat National de l'Enseignement Secondaire) vient de passer par une crise intérieure qui a abouti à la conquête de la direction par la tendance communiste. Elle s'appelle ici : Unité et Action. Unité ? on sait de quelle unité il s'agit (voir plus haut). Action ? tous ceux qui ont vu de près à quel genre d'action « syndicale » on les convie, savent aussi de quoi il est effectivement question. Cela n'empêche pas la plupart des journaux d'information (dont les rédacteurs sont assez mal informés) de désigner cette tendance partisane sous le nom de « tendance d'extrême-gauche ». Rien à faire pour qu'ils comprennent autre chose que le schéma politique traditionnel ! Mais les militants syndicalistes de l'enseignement et d'ailleurs savent comment, dans les faits et dans la pratique syndicale, se traduit cette « extrême-gauche » : par la canalisation de tous les mouvements, l'exploitation des revendications de catégories et le freinage de l'action générale.

Nos sommes pourtant devant l'évidence : dans une organisation de travailleurs intellectuels, un syndicat autonome groupant la majorité des professeurs du second degré, la tendance communiste a obtenu la majorité absolue des voix. Plus de 20.000 professeurs ont voté, dans une élection à la Commission administrative de leur syndicat, pour la liste présentée par cette tendance. Et ils l'ont fait dans les conditions du vote secret par correspondance, conditions que l'ex-majorité dite « autonome » avait considérées comme celles d'une auto-défense. On peut maintenant épi-

loguer. Nous lirons ici-même les explications de camarades qui viennent d'être battus dans cette bagarre. Il reste qu'il s'agit bel et bien d'une défaite du syndicalisme, d'un renforcement de la tendance à la politisation de l'action syndicale, d'un recul de l'autonomie réelle.

En dehors des erreurs et des fautes de la direction sortante, qui ont conduit à la division de la tendance qu'elle animait, il faut sans doute rechercher la raison profonde de sa défaite dans la mentalité des professeurs. Ceux-ci — et ils ne sont pas les seuls — font mal la distinction entre la lutte politique parlementaire et l'action syndicale. Syndiqués corporatistes, très attachés à la défense de « leur situation », de leurs avantages hiérarchiques, ils ne sont pas, en général, syndicalistes. Dans les récentes élections législatives, ils ont été entraînés par le courant « d'unité de la gauche », ils ont voté sans doute, au premier ou au deuxième tour, pour un candidat communiste. Ils ne voient pas pourquoi ils ne prolongeraient pas cette unité dans l'organisation syndicale. Pour eux, ce n'est pas différent. Au fond, il fallait s'attendre à cette confusion.

Nous allons probablement la retrouver, mais plus atténuée sans doute, dans le Syndicat des Instituteurs. Celui-ci tient son congrès annuel pendant que nous composons ce numéro. Nous avons pris l'habitude d'en rendre compte dans notre numéro de rentrée. Déjà, l'an dernier, nous avions dû constater une poussée, non pas « à gauche », mais vers la même tendance communisante. A cette occasion, nous avions été amenés à rappeler la distinction, plus valable que jamais, entre syndicalisme et guesdisme. Qu'en sera-t-il cette année ?

La formation et la tradition syndicalistes des militants instituteurs leur permettront sans doute de résister à l'emprise. Mais le danger existe. Nous en voulons pour preuve ce qui vient de se passer dans la section de la Loire, pourtant riche d'un grand passé syndicaliste. Notre ami *Duperray* nous a communiqué quelques résultats significatifs d'élections syndicales dans cette section du S.N.I. Celle-ci a adopté deux modes de scrutin différents pour la désignation de son bureau départemental d'une part, pour la représentation au congrès d'autre part. Dans le premier cas, on vote par correspondance à bulletin secret : la liste représentant la majorité nationale, avec laquelle avaient bloqué, sur la base de la Charte d'Amiens, différentes oppositions dont celle de « l'Ecole Emancipée », a conservé largement la majorité, la liste « Unité et Action » augmentant pourtant sa représentation. Mais, pour les trois motions d'orientation qui déterminent la délégation au congrès, le vote se fait dans des assemblées générales où, d'ailleurs, le nombre des présents est faible par rapport à l'effectif des syndiqués. Dans ce deuxième cas, les résultats ont été les suivants : 245 voix pour « Unité et Action », c'est-à-dire pour la tendance communiste ; 220 voix pour la majorité nationale ; 45 voix pour « l'Ecole Emancipée ». Cela indique assez dans quelle direction va actuellement la poussée.

Je ne crois pas encore que le Syndicat National des Instituteurs y succombe. La F.E.N. est investie ; elle n'est pas encore conquise. Si cette défaite syndicaliste devait cependant se produire, tous les militants avertis savent à quelles redoutables conséquences il faudrait s'attendre à plus ou moins brève échéance. En dépit du titre « Unité et Action », les conditions de l'unité de la F.E.N. seraient rapidement remises en cause et, avec elles, le rôle original de cette organisation autonome, souvent médiatrice entre C.G.T. et F.O. Attendons pour voir.

SUR LA SECURITE SOCIALE, LA MENACE SE PRECISE

Tous les gouvernements sont hypocrites, mais celui-ci l'est particulièrement. Sur la Sécurité Sociale, il s'est livré à des travaux d'approche et d'intoxication ; les comités de l'U.N.R. et du groupe parlementaire majoritaire ont fait une certaine publicité à des projets où il n'était jamais question de réduire les prestations de la Sécurité Sociale. Or, voilà qu'il est maintenant et précisément question de cela : on annonce que le remboursement des frais pharmaceutiques et médicaux qui était, au plus, de 80 %, ne sera plus que de 75 % maximum. D'autre part, les cotisations ouvrières seraient « légèrement » augmentées. Nous pouvons nous attendre à ce qu'on avait pour ainsi dire juré de ne pas faire : augmenter le prélèvement sur le salaire direct ; diminuer cette partie du salaire indirect qui couvre partiellement le risque maladie.

Cela est annoncé au moment même où la Cour des Comptes, dans son rapport annuel, dénonce les prélèvements indus opérés sur la caisse du régime général et signale que certaines grosses firmes, privées ou semi-publiques, ont pris un retard considérable dans le paiement de leurs cotisations, certaines d'entre elles ayant été dispensées de combler ce retard !

Voilà donc comment se résume l'activité « sociale » de ce gouvernement du néo-capitalisme d'Etat : d'un côté, freinage de l'augmentation du salaire direct nominal ; blocage du salaire réel ; de l'autre côté, diminution du salaire indirect, du salaire social. En fin de compte : réduction de la part des travailleurs salariés dans le revenu national. C'est toute « la politique des revenus » !

LE SALAIRE BINOME : FRAPPONS SUR CE CLOU !

Nous avons déjà parlé dans ces colonnes du salaire binôme, comme structure générale des salaires, assurant d'une part un salaire social minimum à tout travailleur, en activité, en retraite ou en formation ; d'autre part, retenant la hiérarchisation galopante et défendant, contre cette tare sociale de l'inégalité économique, les salaires des ouvriers et ouvrières.

Le salaire comprendrait une part constante, égale pour tous ; et une part variable à laquelle s'appliquerait seulement le coefficient hiérarchique. Prenons un exemple : soit un ouvrier professionnel gagnant actuellement 800 F par mois. Si, par rapport à lui, un « cadre » se considère et est considéré comme étant au coefficient 5, il gagnera 4.000 F par mois.

Supposons maintenant que les 800 F du premier se partagent en 400 F de salaire social garanti et 400 F de salaire variable hiérarchisé. Le cadre, affecté justement ou non du coefficient 5, gagnera 400 F + (400 × 5), soit 2.400 F. L'inégalité est réduite ; mais ce n'est pas là le but principal. Il ne s'agit pas, comme disent les bon apôtres hiérarchistes

de la C.G.T., de « dépouiller l'un pour habiller l'autre ». Mais le premier résultat est d'abord d'assurer à tout travailleur (ou retraité, ou étudiant) un « plancher » que la société lui garantit, prélevé avant toute autre répartition, sur le produit social. Ce n'est qu'après qu'une répartition provisoirement inégale peut commencer.

Dans la conférence que nous avons tenue avec le camarade *Werbrouck*, secrétaire général de la Fédération F.O. de l'E.G.F., le système qui nous a été présenté était effectivement une modalité de salaire binôme qui aboutissait à une augmentation plus rapide à la base qu'au sommet de l'échelle hiérarchique. Surtout, au cours de la discussion du rapport de Werbrouck, un camarade de la Fédération des Finances — dont je m'excuse d'avoir oublié le nom — a exposé très clairement un véritable système de salaire binôme dont je me suis encore inspiré pour écrire les lignes précédentes.

Il y aura certainement des camarades qui accuseront ce système d'être « statique » et de figer une situation donnée des rapports de classes. Comme si la lutte devait s'arrêter, et pour augmenter le salaire minimum social, avec l'accroissement de la production par tête ; et pour réviser à tout moment la sacro-sainte hiérarchie !

R. GUILLORE.

Pour la défense des vacanciers

Pour bien prouver qu'il ne restait plus de mazout du « Torrey-Canyon » sur les plages bretonnes, le secrétaire d'Etat au Tourisme, M. Pierre Dumas, payant de sa personne, s'est fait photographier pieds nus sur la plage de Trégastel, et il a même poussé le dévouement jusqu'à nager dix minutes dans une eau à 13° ! En sortant il aurait exhibé triomphalement la plante de ses pieds : pas de traces noires...

Malheureusement pour les vacanciers il ne leur est pas possible de choisir, comme lui, leur petit carré de plage propre. Le mazout est partout, et même sur les plages de la Méditerranée, où il n'y a pourtant pas eu de naufrage de pétroliers : et cela pour la bonne raison qu'on autorise ceux-ci à rejeter en haute mer la vase noire et gluante qui se forme dans le fond de leurs soutes. Or, comme cette saleté est insubmersible, tôt ou tard elle vient par petits paquets sur la côte...

Le malheureux baigneur qui y met le pied, si ce n'est pas le postérieur, peut toujours essayer de se laver à l'eau de mer : plus il frotte et plus il s'en barbouille. Il lui faut emporter dans son sac de plage du coton hydrophile et un flacon de trichlore ou de benzine pour se nettoyer.

Conséquence de la civilisation technique ? Que non ! Conséquence du système d'exploitation capitaliste et technocratique, tout simplement ! Des installations existent dans les ports pour vider le fond des soutes des pétroliers de ses boues, Mais voilà, les compagnies ne veulent pas réduire leurs bénéfices en payant ce nettoyage. Alors elles empoisonnent la mer... et les « congés payés ».

Messieurs les technocrates s'en fichent ; eux ils descendent dans des hôtels avec piscine particulière à eau filtrée.

Concluant son article sur le naufrage du « Torrey-Canyon », (*Monde* du 25-4-67) Joseph Ropars qui pendant trois ans commanda le paquebot *France*, écrivait : « La faiblesse des effectifs, leur qualification douteuse, la nécessité d'un rendement commercial toujours meilleur, s'exercent au détriment des règles les plus élémentaires de prudence. »

C'est un aveu de taille ! Il serait urgent que les confédérations syndicales envisagent une action d'ensemble avant que d'autres catastrophes viennent encore réduire nos maigres possibilités de détente.

Heurs et malheurs de l'intégration

Les organisations ouvrières ont été convoquées en la personne de leurs représentants, le lundi 26 juin, à la réunion de la Commission supérieure des conventions collectives pour y recevoir un nouveau soufflet.

Certes, nos braves dirigeants n'étaient pas dupes du rituel établi depuis de nombreuses années au sein de cette commission, aussi se sont-ils élevés une fois de plus contre la désinvolture gouvernementale les plaçant traditionnellement devant le fait accompli.

Il s'agissait, comme aux réunions précédentes, d'avaliser le rajustement du S.M.I.G. à l'élévation du coût de la vie — après, bien entendu, les triturations d'usage pour en retarder l'échéance — et surtout pour atténuer les récriminations qui ne manqueront pas d'accueillir les nouvelles hausses décrétées par les champions de l'austérité à sens unique.

Toujours selon la coutume, les représentants responsables des organisations ouvrières, respectant leur propre rituel, n'ont pas manqué de se plaindre de la modicité des quelques miettes parcimonieusement lâchées par le gouvernement, alors que la progression du S.M.I.G. accentue son retard sur celle des salaires moyens. Ils ont en conséquence, non moins consciencieusement, refusé d'entériner ces mesures dérisoires ainsi que le mode de délibération qui fait que les décisions sont prises unilatéralement par le gouvernement, la Commission supérieure n'étant consultée que par pure forme.

Cela fait, les dirigeants syndicaux pensent-ils être quittes à l'égard de leurs mandants en jouant perpétuellement les Ponce-Pilate ; en laissant ainsi s'éterniser la dégradation salariale des moins favorisés, ce qui constitue aussi un danger pour l'amélioration générale des salaires dont les chances sont d'autant plus grandes qu'elles s'appuient sur un salaire de base fixé au niveau le plus élevé possible ?

Bafoués, filoutés et ridiculisés tout à la fois dans ces assises officielles où ils ne sont plus que des otages et où ne leur sont offerts que des strapontins, on est en droit de se demander jusqu'à quand ils continueront à abuser la classe ouvrière par leur participation à ces conciliabules feutrés où, si les bonnes manières sont de rigueur, l'efficacité est des plus contestable.

On pourrait se borner à déduire de cette situation de repli du mouvement ouvrier qu'elle est la conséquence de la politique partisane qui a tronçonné l'organisation syndicale en fractions rivales condamnées à l'impuissance et au rétrécissement de leur horizon revendicatif.

Pourtant, s'il est vrai qu'on a le sort qu'on mérite, il revient à ceux des militants du rang qui se sentent frustrés par cet enlisement dans un collaborationnisme décevant, de rappeler leurs dirigeants à moins de suffisance d'eux-mêmes et de sectarisme et leur faire entendre qu'une vue plus claire des réalités de leur mission est de précipiter le retour aux saines méthodes d'action directe qui se sont à l'expérience révélées payantes, tant sur le plan matériel que moral, pour pallier les insuffisances de la diplomatie paritaire.

N. FAUCIER.

RAPTS DANS LE CIEL

La capture de Tschombé par l'Algérie à l'occasion d'un vol qui devait durer quelques minutes (Ibiza-Palma) me remet en mémoire une saloperie semblable qui s'est produite il y a neuf ans : l'« arraisonnement », en novembre 56, de l'avion qui, de Rabat à Tunis, transportait les chefs de l'insurrection algérienne, et notamment Ben Bella.

Je viens de mettre *arraisonnement* entre guillemets, parce qu'il y a là un mensonge. D'abord la chose est impossible. Il suffit d'y refléchir ! on arraisonne sur l'eau, pas dans l'air. Ensuite, le fait est confirmé par le récit qu'a fait une journaliste française Mme Darbor, qui se trouvait dans l'avion. (Le récit a paru dans l'*Istiqlal*, organe du parti de l'indépendance marocaine.) La narration est très nette. L'avion ne pouvait pas faire d'un trait Rabat-Tunis. Il fallait une escale. On choisit Palma, aux Baléares. Le premier jour, au large d'Oran, l'avion vit auprès de lui des avions de chasse français. Mais ceux-ci ne firent rien. Le deuxième jour, après le décollage, l'avion gagna tout seul Alger, ou plus précisément Maison Blanche, où une armée de flics attendait les précieux passagers.

On a prétendu que le pilote avait reçu, par radio, l'ordre de se dérouter ainsi. Curieux, un *ordre* donné à un civil ! Et ce civil, sachant les conséquences terribles que la chose entrainait, aurait toujours pu ne pas le recevoir, cet ordre, ne serait-ce que par panne de radio !

Or, ce pilote — et ceci est une chose que peu de gens savent — quelques jours avant l'envol avait quitté la Fédération française des Travaux publics (Fédération Lapeyre) pour adhérer à la centrale syndicale marocaine, l'U.M.T. (Union marocaine du travail).

Selon toute vraisemblance l'affaire se ramène donc à une machination des services secrets du sinistre S.F.I.O. Robert Lacoste qui régnait alors sur l'Algérie. Un piège a été tendu. L'adhésion du pilote à l'U.M.T. était faite pour donner confiance à ceux qui organisaient le voyage. Et ceux-ci sont tombés dans le piège, Sultan en tête.

Le résultat fut une immense émotion du peuple marocain (à Meknès près d'une centaine de Français massacrés). Ce fut aussi pour Ben Bella et ses compagnons six ans d'une détention totalement arbitraire.

Ce dernier — mais ceci est une autre histoire — devait peu de temps après, quatre ans, se retrouver dans la même situation, et dans des conditions nettement plus dures, toujours sans condamnation ni inculpation. Il doit avoir la Bastille dans son ciel astrologique !

x x x

Aujourd'hui les Algériens renouvellent le coup. Ils sont décidément de bons élèves des Français !

Mais si les Français avaient quelque raison de s'intéresser aux chefs d'une insurrection dirigée contre la France, on se demande de quel droit les Algériens arrêtent un étranger, qui est probablement — d'accord — un salaud, mais qui ne s'est jamais occupé de l'Algérie.

J. PERA.

Dans la métallurgie tourangelle

Le 1er juin, le syndicat Force Ouvrière des Métaux d'Indre-et-Loire a signé un accord qui permet une amélioration des grilles des salaires et de la valeur du point, ainsi que quelques avantages. Sur le plan national cette nouvelle grille place l'Indre-et-Loire en 10e position.

TAUX HORAIRE

Catégories	Grille au 1-9-66 Zone 1	Grille au 1-9-66 Zone 2	Grille au 1-6-67 Zone 1	Grille au 1-6-67 Zone 2
M.1	2,30	2,25	2,49	2,47
M.2	2,35	2,30	2,57	2,55
O.S.1	2,41	2,36	2,65	2,63
O.S.2	2,54	2,48	2,83	2,81
P.1 A.	2,89	2,83	3,16	3,13
P.1 B.	3,07	3,00	3,35	3,32
P.2	3,24	3,17	3,53	3,50
P.3	3,58	3,51	3,91	3,88

VALEUR DU POINT POUR LES MENSUELS

Au 1-9-66 : Zone 1 : 3,24 ; Zone 2 : 3,17.
Au 1er juin 67 : Zone 1 : 3,48 ; Zone 2 : 3,45.
Au 1-11-67 : Zone 1 : 3,55 ; Zone 2 : 3,51.

Les taux ouvriers appliqués en septembre dernier ont progressé en 9 mois entre 8,2 % et 12 %, et de 7,4 % pour les mensuels.

La zone 1 correspond à Tours et sa banlieue ; la zone 2 toutes les autres communes du département.

L'augmentation du tarif du panier passe de 3,45 à 3,74.

Le nouvel accord apporte des avantages sur *l'indemnisation complémentaire de la maladie et de l'accident*. L'ouvrier comptant un an de présence percevra un complément aux prestations Sécurité sociale portant son indemnisation totale à 75 % du salaire en cas de maladie ; 85 % en cas d'accident du travail.

Cette indemnisation s'appliquera à partir du 31e jour d'absence continue et du 16e jour si l'absence dure plus de 2 mois. Elle jouera sur 6 mois d'arrêt de travail par année.

Paiement de 8 jours fériés par an.

Augmentation du nombre de jours payés pour événements familiaux : condition d'ancienneté ramenée à 6 mois au lieu d'un an : mariage du salarié, une semaine ; décès du père, de la mère, d'un enfant, 2 jours ; décès du frère, de la sœur, 1 jour.

Examen pré-militaire ou conseil de révision, paiement d'une journée.

Abattement concernant les jeunes.

Pour tenir compte de la prolongation de la scolarité, amélioration de 17 à 18 ans après 6 mois de présence de l'abattement d'âge réduit de 15 % au lieu de 20 %.

Progression des indemnités de congédiement et de départ à l'âge de la retraite.

L'ancienneté est ramenée à 5 ans, les indemnités iront en cas de congédiement de 50 heures de salaire à 240 heures.

Voici donc résumés quelques éléments positifs de ce nouvel accord départemental.

L. BLOT.

LETTRE OUVERTE A STALINE

« Tôt ou tard, le peuple soviétique vous trainera au banc des accusés comme traitre au socialisme et à la révolution comme le principal saboteur, le véritable ennemi du peuple, l'organisateur de la famine et des procès préfabriqués. » (17 août 1939).

F. RASKOLNIKOV, ex-commandant de la flotte de la Baltique, vice-président du soviet de Kronstadt, puis ambassadeur à Sofia, condamné à mort par contumace en juillet 1939, mort à Nice le 12 septembre 1939. Réintégré au parti à titre posthume en 1963.

Après le congrès du Livre

Réformisme d'hier et d'aujourd'hui

Dans notre dernier numéro le camarade Ravachol de Saint-Etienne, a donné ses impressions sur le Congrès de la Fédération du Livre qui vient de se tenir à Toulouse. Notre camarade n'est pas mécontent des résultats de ce congrès et malgré certaines lacunes, il a noté avec satisfaction que de larges débats s'y sont librement déroulés sur de nombreux problèmes, en particulier sur les salaires et celui de la sécurité de l'emploi, qui prend une grande importance actuelle en raison de l'évolution des techniques et de la concentration des entreprises, surtout dans la presse.

On lira, plus loin, de larges extraits de l'intervention remarquable faite par le camarade Caddéo, également délégué de la section de Saint-Etienne, intervention qui était — Caddéo a tenu à le souligner — le résultat d'un travail d'équipe qui a été soumis à l'approbation d'une assemblée générale de son syndicat, comme cela se doit et comme hélas ! cela est peu pratiqué actuellement.

Habitant Toulouse, je ne pouvais ignorer un tel congrès. J'avais participé à celui de Clermont-Ferrand en 1939, le dernier qui s'est tenu du vivant du secrétaire général Liochon. Et, depuis 28 ans, je n'ai suivi que de loin les différents congrès de cette fédération. Aussi étais-je assez curieux de voir ce qu'elle est devenue depuis que les communistes et leurs alliés en avaient pris la direction.

Je rappelle pour les jeunes que la Fédération du Livre avait dans le passé la réputation bien établie d'être une organisation réformiste qui, bien qu'attachée fidèlement à la Confédération Générale du Travail, n'en approuvait pas toutes les décisions. Et ses anciens secrétaires généraux, Keufer d'abord, Liochon ensuite ne rougissaient pas d'être considérés comme des réformistes. Par exemple, au congrès d'Amiens de 1906, ils ne votèrent la fameuse Charte qu'avec d'expresses réserves, car s'ils étaient plus que d'autres soucieux de défendre l'indépendance du syndicalisme, ils étaient plus timorés quand il s'agissait de s'affirmer pour la suppression du patronat et du salariat. En une autre circonstance le Livre ne s'est pas rallié au mot d'ordre de la journée de 8 heures lancé en 1908 et s'est contenté de préconiser la journée de 9 heures et pas seulement de préconiser, mais de tenter non tout à fait sans succès, de la faire appliquer bien avant le vote de la loi sur les 8 heures.

Et si les dirigeants de la fédération étaient des réformistes, ils n'en étaient pas moins d'authentiques syndicalistes, ayant une conscience élevée de leur rôle social, qui les tenait au-dessus de tout soupçon de compromission avec le patronat ou les représentants des Pouvoirs publics.

Pour caractériser pleinement ce qui faisait l'originalité et la force de la Fédération du Livre, il faut aussi rappeler le rôle d'aiguillon que remplissait une opposition révolutionnaire, particulièrement active dans les imprimeries parisiennes et qui disposait même d'un organe de combat : « Le Réveil Typographique », dont l'influence n'était pas négligeable.

x x x

Et maintenant, qu'est devenue cette fédération du Livre, qui, sous la direction de son secrétaire d'alors Ehni, ancien chef de la fraction Force Ouvrière, a choisi en 1948, de passer du côté des communistes et de demeurer à la C.G.T. où elle s'entend parfaitement avec sa direction ? Logiquement, on aurait dû s'attendre à une combativité plus grande, à une opposition plus catégorique au patronat ou à l'Etat.

Eh ! bien, paradoxalement, c'est depuis qu'elle est dirigée par des communistes et leurs alliés que la Fédération du Livre a abandonné toute intransigeance de classe et se complait dans des rapports de plus en plus étroits avec le patronat, au point d'arriver à confondre parfois les intérêts des travailleurs avec ceux de leurs employeurs.

C'est ainsi qu'à ce congrès de Toulouse, à la demande même du nouveau secrétaire fédéral, on a réclamé dans une résolution la liberté pour les patrons d'augmenter le prix des journaux, en affirmant que leur prix de vente est inférieur au prix de revient ! Comme si les travailleurs de la presse pouvaient ignorer que l'équilibre du budget d'un journal dépend surtout de sa publicité. Sans quoi l'on ne verrait pas certaines feuilles engloutir des fortunes pendant que d'autres réalisent de fabuleux bénéfices, tout en livrant plus de papier,,, et sans augmenter leur prix de vente.

On en est arrivé là parce que le pli est pris des bons rapports avec les patrons et, insensiblement, on ne voit plus en eux des adversaires, mais seulement des « interlocuteurs » ainsi qu'on pouvait le lire sur une banderole ornant la salle du congrès.

Il ne pouvait en être autrement depuis que l'on a signé avec la fédération des maitres-imprimeurs une déclaration commune, considérée par le camarade René Dumas, de Toulouse, comme une « déclaration d'amitié » puisque son but est d'éviter des conflits !

Rien de surprenant aussi à ce que des représentants patronaux aient été invités à assister à certains congrès fédéraux et que, renforçant les excellents rapports avec la fédération du Livre, la direction de la « Dépêche du Midi » ait offert un plantureux banquet aux quelque trois cents délégués du congrès de Toulouse.

Ce qui ne s'était jamais vu au temps des réformistes traditionnels, alors que les communistes trouvent cela tout à fait normal, en compensant toutefois leur collaboration de classe par une dénonciation, purement platonique, du régime et de ses excès..

Et pourtant, notre camarade Caddéo a bien senti le glissement et il a — au cours de son exposé — clairement posé le dilemme quand il a demandé au congrès de dire si les travailleurs désiraient vraiment remettre en cause la société dans laquelle nous vivons ou seulement « aménager » leur situation pour tirer le meilleur parti possible du capitalisme.

Question qui est restée pratiquement sans réponse. Et l'on n'y a pas répondu parce qu'en réalité maints « révolutionnaires » se sont « aménagé » une situation confortable dans le régime actuel.

Ce qui confirme cet embourgeoisement c'est la course aux hochets et aux décorations à laquelle se livrent bien des militants, ouvriers — et pas seulement des communistes — depuis la fin de la dernière guerre.

A ce propos je ne veux pas garder pour moi seul le récit que m'a fait Largentier d'une rencontre qu'il eut avec M. Edouard Herriot en compagnie de Liochon vers 1932. On saisira mieux comment des réformistes savaient alors se refuser à toute compromission avec le pouvoir, tandis qu'à présent...

Cela se passait au cours d'une réunion intéressant l'enseignement technique et qui se tenait au ministère de l'Education nationale. Lors d'une suspension de séance, le ministre Edouard Herriot

s'approcha de Largentier et Liochon et s'adressant à ce dernier lui dit : « Mon cher Liochon, je vous annonce que je vous ai inscrit pour la prochaine promotion de la Légion d'honneur du 14 juillet, en récompense de l'intérêt que vous portez à la cause de l'Enseignement technique ».

Ce à quoi Liochon répondit : « Je vous remercie Monsieur le Président, mais je vous prie de n'en rien faire. Ce que je fais c'est dans l'accomplissement de ma mission de secrétaire général de la Fédération du Livre et c'est ma récompense. Toutefois, si vous voulez faire plaisir à quelqu'un, il y a à Lyon un directeur d'une imprimerie ouvrière, ancien secrétaire du syndicat qui serait heureux de recevoir cette distinction... »

Et c'est ainsi que Bottinelli reçut la légion d'honneur, comme un ancien délégué parisien, Le Pont, reçut celle que M. Herriot destinait à Largentier...

Je rapporte cette conversation pour montrer qu'avant la dernière guerre, un militant syndicaliste se serait cru déshonoré en acceptant les « honneurs » du pouvoir. D'ailleurs Jouhaux aussi refusa, après 36, toute distinction honorifique.

Il l'accepta après la libération, comme l'ont acceptée beaucoup de militants. Et même Largentier, après beaucoup d'autres, ne la refusa plus en 1958. Ils n'ont fait que suivre l'exemple des communistes...

*
* *

Il ne faut certes pas croire que la conquête de la fédération du Livre par les communistes ne s'est traduite que par l'accentuation du réformisme. Le P.C. sait se servir habilement de ses atouts et ne les utiliser qu'avec prudence pour ne pas risquer de provoquer de réactions chez ceux — plus nombreux qu'il ne paraît — qui sont hostiles à sa politique. Aussi se contente-t-il de recruter dans les syndicats des diffuseurs de l'organe confédéral « La Vie Ouvrière », d'y former des sections du Secours Rouge et de récolter des subsides pour d'autres « bonnes œuvres ».

Il y trouve l'argent, des lecteurs et des électeurs! Quant à la révolution, il y a cinquante ans qu'il la promet...

F. CHARBIT.

L'INTERVENTION DE CADDÉO

Au début de son exposé — que le manque de place nous oblige malheureusement à écourter — notre camarade Caddéo analyse l'évolution économique du capitalisme français et les conséquences de l'application du Ve Plan pour les travailleurs, puis il aborde les répercussions de cette évolution sur la condition et sur la mentalité des ouvriers.

LA MENTALITE OUVRIERE ET LA CONDITION DES TRAVAILLEURS EN 1967

Certains sociologues tendent aujourd'hui à montrer qu'il n'existe plus de classe ouvrière ; que les barrières sociales sont tombées sous l'impulsion du progrès technique et économique.

Ils tendent à accréditer cette idée que la société industrielle des pays évolués va vers une société sans classe où les antagonismes du passé se résorbent, où les conflits sociaux s'effacent devant les besoins de « consommation ».

Les faits sont plus significatifs pour nous que les théories et force nous est bien de constater que la condition ouvrière existe toujours en 1967.

Sans doute ne peut-on nier qu'une évolution s'est produite ; particulièrement sensible en ces dernières années dans la situation ouvrière.

Le mode de vie a changé, les légitimes aspirations au logement, à l'éducation, au confort ménager, aux loisirs ne sont plus l'apanage de la bourgeoisie, mais une exigence des temps modernes pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Mais le travailleur peut-il aujourd'hui accéder à ces biens offerts sur le marché des nations prospères ? et, si oui, à quelles conditions ?

Comment un ouvrier qualifié P2 peut-il se loger en H.L.M., s'équiper, éduquer ses enfants, subvenir à l'entretien de sa famille, utiliser ses loisirs avec 700 francs de salaire mensuel ?

Il ne le peut qu'en hypothéquant l'avenir, en recourant aux heures supplémentaires, lorsque la situation économique le permet.

Mais est-ce une libération ou bien une nouvelle servitude, il faudra faire face aux échéances ; certaines fins de mois seront difficiles et l'action ouvrière s'en ressentira.

Nous ne prétendons aucunement, par ces simples réflexions que tout un chacun peut faire, à une analyse fouillée et approfondie de la mentalité ouvrière actuelle dont le mouvement syndical doit tenir compte dans sa conduite et son action.

Plus que le mode de vie, nous devons — en militant — nous attacher aux rapports sociaux entre la classe ouvrière et le capitalisme.

Aujourd'hui comme hier, rien de fondamental n'a changé, le pouvoir économique, le droit de décision, l'autorité restent jalousement détenus par le capital ou plus exactement par les « managers » serviteurs du capitalisme.

L'insécurité, la dépendance, demeurent la caractéristique de la classe ouvrière.

Nous nous posons la question : les travailleurs en ont-ils assez conscience ? Désirent-ils vraiment remettre en cause la société dans laquelle nous vivons ? Croient-ils nécessaire de se battre pour la conquête du pouvoir économique et des réformes socialistes ou seulement « aménager » leur situation pour tirer le meilleur parti possible du capitalisme ?

De la réponse à cette question dépend essentiellement l'orientation de notre action syndicale...

Pour confirmer ce propos, nous croyons utile d'appeler l'attention du Congrès sur les conditions dans lesquelles s'est déroulée notre grève nationale du labeur du 6 mai 1966.

Tous les secrétaires de section ont encore en mémoire les instructions fédérales transmises par la circulaire du 29 avril, qui se résumaient en deux points : grève le 6 mai, suspension des heures supplémentaires la semaine du 9 au 14 mai.

Ces instructions simples et précises auraient dû être appliquées unanimement et, cependant, vous connaissez tous les difficultés que nous avons rencontrées pour obtenir de nos camarades le refus d'exécuter des heures supplémentaires, difficultés auquelles le secrétaire fédéral Fernand Besnier a fait allusion.

Nous-mêmes à Saint-Etienne, après avoir réuni nos délégués du labeur le 4 mai, après avoir tenu une assemblée générale le 6 mai, avons été dans l'obligation de radier 20 de nos camarades pour indisciplines syndicale.

Nous avons pris cet exemple de la grève du labeur du 6 mai, car nous estimons qu'il doit nous inciter à certaines réflexions et qu'il y a une leçon à tirer du déroulement de ce conflit :

Tout d'abord ce mouvemnt était le premier arrêt de travail, tout au moins en ce qui concerne Saint-Etienne — depuis notre grève du labeur de 1949 qui avait duré 7 mois.

Nous qui avons tenu bon pendant 7 mois, il y a 18 ans, ne sommes-nous pas capables aujourd'hui d'arrêter le travail une seule journée et de revenir aux 40 heures hebdomadaires pendant une semaine ?

Et cette question se pose non pas seulement pour la section de Saint-Etienne, mais pour l'ensemble des sections de la Fédération. D'où cela provient-il ? Quelles sont les causes de ces difficultés ?

A ces questions, nous croyons pouvoir répondre

qu'il est vrai que nos camarades ont perdu l'habitude de se battre ; pour beaucoup d'entre eux, surtout les jeunes, c'était d'ailleurs leur première grève professionnelle et tous ont pris une autre habitude ; celle d'attendre la circulaire fédérale ou l'avenant régional qui, au cours des années, leur ont apporté quelques augmentations de salaires.

Il nous faudra donc tenir compte de ce « climat « et nous employer à redonner « conscience » de la nécessité de la lutte et de la discipline syndicale à nos camarades s'ils veulent améliorer leur condition de travailleurs.

LES SYNDIQUES DU LIVRE

Les quelques réflexions que nous avons présentées à partir de notre grève de l'an dernier nous amènent à nous interroger :

Comment se présente notre situation syndicale ?

Favorablement si l'on en juge par nos effectifs, et beaucoup de syndicalistes des autres branches d'industrie nous envient à plus d'un titre :

Nous sommes une Fédération « unifiée » qui a su garder sa cohésion.

Nous regroupons un effectif important de la profession ; atteignant indéniablement le record du taux de « syndicalisation » des travailleurs français.

Mais à quoi bon nous enorgueillir de cet état de fait dans lequel le poids des traditions tient plus de part que la raison ?

D'autant que cette médaille a son revers.

Nos syndiqués ont-ils une pensée syndicaliste où se contentent-ils d'acquitter leurs cotisations comme ils règlent leur police d'incendie ou leur assurance vie ?

Sans doute peut-on valablement considérer que la « mentalité » syndicale n'est ni pire ni meilleure que dans les autres Fédérations.

Sans doute, à cela près, que la mentalité « corporative » a encore des racines profondes chez nous et que cela présente plus d'inconvénients que d'avantages.

Le Le « fédéré » du Livre n'a-t-il pas trop souvent conscience de sa « qualité », ce qui n'est pas mal en soi, mais aussi d'appartenir à une « caste » constituant cette « aristocratie » ouvrière qui se différencie des autres ?

Cette façon de penser, héritée du passé, détourne nos camarades des luttes collectives générales et cloisonne dangereusement l'action syndicale professionnelle des objectifs généraux, voire même de l'action politique.

A ce titre, nous nous réjouissons de l'accord CGT-CFDT qui vient de passer le cap de sa première année, surtout dans la perspective où il symbolise une étape vers une unification du syndicalisme de demain.

Car le mouvement syndical doit imposer à l'Etat et au patronat des réformes de structures et cela nécessite l'organisation et la réussite de grands mouvements.

Nos camarades du Livre comprennent mieux les impératifs de cette forme de lutte et ils perçoivent de plus en plus l'évidence que leur sort est intimement lié à celui de l'ensemble des travailleurs et qu'ils sont partie intégrante de la classe ouvrière.

C'est ainsi que nous avons été heureux de constater la participation croissante de nos camarades du Livre aux manifestations du 17 mai, du 23 novembre 1966 et du 1er février dernier.

Concernant cette journée d'action du 1er février, certains camarades se sont étonnés de la position du Comité fédéral élargi de janvier qui n'a pas cru devoir lancer le mot d'ordre de grève de la Fédération du Livre et a limité sa décision en engageant les fédérés à assister les plus nombreux possible aux manifestations tout en adressant un message de sympathie aux grévistes. Si nous comprenons bien les raisons qui ont motivé la position arrêtée à l'unanimité par le Comité fédéral élargi pour la grève de 24 heures du 1er février, après un examen sérieux de la situation spécifique du Livre, nous comprenons tout aussi bien la surprise de ces camarades, car, comme eux, nous pensons que le moyen le plus efficace de nous opposer à la politique économique et sociale actuelle consiste à participer effectivement aux mouvements de masse organisés par les confédérations, aux côtés de l'ensemble des travailleurs et de ne pas nous satisfaire de l'envoi de message de sympathie... pour nous donner bonne conscience...

Aussi avons-nous accueilli avec une grande satisfaction la décision du Comité fédéral engageant sans délai les travailleurs du Livre, du labeur et de la presse, à la grève nationale du 17 mai.

Ce mouvement vise l'opposition de la classe ouvrière à la demande de délégation de pouvoirs présentée par le Gouvernement à l'Assemblée nationale. Cette grève générale de 24 heures témoigne de la volonté des syndicats de peser directement sur la vie politique du pays.

Grève politique ? Bien sûr, et pourquoi pas une grève politique ?

De nos jours, tous les mouvements de grève ont un rapport direct ou incident avec la « politique » comprise dans le sens de l'orientation et des options prises par le pouvoir...

C'est l'Etat qui intervient sans cesse et de plus en plus dans la vie quotidienne de chacun d'entre nous.

Et nous nous apercevons que c'est la grande bourgeoisie et les technocrates de la banque et de l'industrie qui dirigent actuellement l'Etat en appliquant une politique conforme à leurs intérêts.

CONCLUSION

En conclusion de notre intervention, nous voudrions résumer nos propositions au Congrès :

Nous voulons un syndicalisme fort, une puissante fédération d'industrie techniquement équipée.

Un syndicalisme agissant et efficace — ce qui implique une analyse des réalités actuelles du capitalisme et de la condition des travailleurs, en se défiant du « verbalisme » ronflant et des formules toutes faites.

La reprise de l'action.

Les simples syndiqués doivent revenir à l'action, chaque fois qu'il est nécessaire :

— Soit en poussant à fond la résistance ouvrière dans des conflits localisés, soutenus par la solidarité de toute la Fédé.

— Soit en s'associant aux mouvements de pression généralisés.

Une orientation claire et des choix précis.

Compte tenu de l'analyse sommaire à laquelle nous nous sommes livrés, il ne nous apparaît pas possible — sans démagogie — de partir à l'action dans tous les domaines.

Choisir l'efficacité c'est ne pas nous laisser imposer les priorités du patronat, mais nos propres objectifs.

En conséquence, nous proposons que l'action fédérale se déroule pour la satisfaction des revendications essentielles suivantes :

1) **Réduction du temps de travail,** aussi bien par la réduction des horaires hebdomadaires que par l'abaissement de l'âge de la retraite.

Dans la perspective d'offrir des places aux jeunes, de « garantir » l'emploi face aux concentrations et à la modernisation.

2) **Garantie de ressources.**

Salaire mensuel garanti pour les actifs.

Revenu de remplacement à 85 % du salaire antérieur pour tous les camarades placés en « préretraite », chômeurs ou retraités.

Ce qui implique des réformes et améliorations nombreuses de nos régimes de Sécurité Sociale, de retraites complémentaires,, UNEDIC, que nous aborderons en Commission.

3) **Formation professionnelle et « recyclage » des adultes.**

De manière à ce que les apprentis soient assurés de pouvoir exercer leur métier et que les adultes se tiennent constamment à jour de l'évolution des techniques.

Sans renoncer à d'autres revendications, nous demandons au Congrès de retenir ces objectifs prioritaires et de donner un mandat ferme au Comité fédéral pour engager l'action nécessaire à leur aboutissement.

II

L'INSURRECTION DE CRONSTADT ET LE Xe CONGRÈS DU P.C.

Le Xe Congrès du Parti s'ouvrit le 8 mars 1921. Depuis le 2 au soir, Cronstadt, insurgé, était aux mains du Comité révolutionnaire provisoire. Pendant des semaines, l'effervescence n'avait cessé de croître parmi les équipages des navires de guerre aussi bien que dans la population ouvrière de la base navale. Elle procédait des mêmes causes qui poussaient les travailleurs des villes et des campagnes russes à tenter de desserrer l'étau de la dictature du Parti. Elle appuyait les mêmes révoltes, les mêmes revendications, mais à Cronstadt celles-ci s'exprimaient plus librement qu'à Pétrograd et Moscou, car le climat social s'y prêtait. En effet, dès le début de la révolution d'Octobre, Cronstadt s'était fait une place à part due au concours apporté aux dirigeants bolchéviques lors de la conquête du pouvoir. Et quelles qu'aient été par la suite les mesures prises par ces mêmes dirigeants pour lui enlever ce qu'on pourrait appeler ses franchises, Cronstadt ne s'était pas laissé bâillonner.

Or, les marins et les ouvriers des arsenaux de Constadt suivaient attentivement l'agitation qui, à Pétrograd et à Moscou, se traduisait par des grèves, aussitôt réprimées avec la plus grande rigueur, car déjà illicites par le fait même de leur déclenchement elles étaient de plus regardées par les dirigeants bolchéviques comme d'inspiration menchévique ou socialiste-révolutionnaire, voire anarchiste. Chaque grève se soldait par de nombreuses arrestations et quelques mois plus tard, j'ai vu moi-même, en même temps qu'un groupe de délégués étrangers que j'accompagnais, une soixantaine d'ouvriers des ateliers de chemins de fer de Moscou emprisonnés à la sinistre Boutirka pour s'être mis en grève à la suite de promesses non tenues de leurs dirigeants syndicaux (1).

Par ailleurs, un fort pourcentage de marins étaient d'origine paysanne et les plaintes qui montaient des campagnes, ou que ceux-ci recueillaient dans leurs familles, ne les disposaient pas en faveur du Parti, responsable, à leurs yeux, des réquisitions arbitraires des récoltes et du bétail, de l'interdiction de tout commerce libre avec la ville et de la dépossession des soviets locaux de leurs prérogatives légales.

C'est dire qu'à Cronstadt, la révolte, plus qu'ailleurs — car elle s'appuyait sur des forces armées importantes — était latente. Elle éclata dans les derniers jours de février ; et le 1er mars, le Comité révolutionnaire provisoire publia son programme ; adopté à une écrasante majorité par les équipages et la garnison, il fut ratifié à la quasi-unanimité au meeting tenu le jour suivant par plusieurs milliers de citoyens (équipages et garnison compris, la population de Cronstadt, avec ses quelques milliers d'ouvriers travaillant surtout dans les arsenaux, approchait de 50.000 âmes).

Ce programme contenait les quinze revendications suivantes :

1. Réélection immédiate des Soviets au scrutin secret ; 2. Liberté d'expression et de réunion pour tous les ouvriers et paysans, pour les anarchistes et pour les socialistes de gauche ; 3. Liberté de réunion pour les syndicats et les organisations paysannes ; 4. Convocation, en dehors des partis politiques, d'une Conférence des ouvriers, soldats et marins de Pétrograd, de Cronstadt et de la province de Pétrograd pour le 10 mars 1921 au plus tard ; 5. Mise en liberté de tous les prisonniers politiques socialistes et de tous les ouvriers, paysans, soldats et marins emprisonnés à la suite des mouvements ouvriers et paysans ; 6. Election d'une commission chargée d'examiner les dossiers de tous les détenus dans les camps de concentration et dans les prisons ; 7. Abolition des services de propagande officiels, aucun parti politique ne devant disposer de privilèges pour la diffusion de ses idées, etc. ; 8. Retrait immédiat de tous les barrages de police sur les routes et dans les gares (2) ; 9. Rationnement égal pour tous les travailleurs, excepté ceux exerçant une profession insalubre ; 10. Suppression des secteurs politiques (communistes) dans toutes les unités de l'armée ; 11. Liberté pleine et entière accordée aux paysans en ce qui concerne la culture de leurs terres et l'élevage du bétail, à condition qu'ils s'acquittent eux-mêmes de ces tâches, sans recours à des salariés ; 12. Election d'une commission de contrôle itinérante ; 13. Libre exercice des professions artisanales, sans emploi de salariés ; 14. Appel à toutes les unités de l'armée et aux camarades des écoles militaires pour qu'ils souscrivent à notre programme ; 15. Large publicité dans la presse à toutes ces motions.

Telles étaient les revendications que Cronstadt insurgé inscrivait sur son drapeau, au mépris de l'énorme disproportion des forces en présence. La preuve était ainsi faite que l'Opposition ouvrière avait raison de mettre en garde le Parti contre la désaffection des travailleurs et de demander des mesures radicales et urgentes pour en éliminer les causes. Mais pour Lénine, il s'agissait de tout autre chose. Derrière l'insurrection de Cronstadt, hier encore « gloire et orgueil de la Révolution », il voyait se profiler *la contre-révolution petite-bourgeoise, la plus redoutable de toutes*, répétera-t-il, tout au long du Xe Congrès ; et, dès lors, la seule réponse à faire aux insurgés ne pouvait être que le choix

---

(1) Ces promesses portaient sur le paiement en denrées alimentaires d'une partie des heures supplémentaires qu'on exigeait d'eux.

(2) Par leur comportement, les policiers qui constituaient ces barrages firent, à l'époque, plus de mal au Parti que toute la propagande clandestine de ses adversaires politiques. Mourant de faim dans les villes, les populations se répandaient dans les campagnes environnantes pour troquer, contre un peu de farine ou autres produits agricoles, leurs dernières hardes, car le papier-monnaie soviétique n'avait plus, à la fin de 1920, la moindre valeur. A cette époque, après l'interdiction de tout commerce privé, les policiers reçurent l'ordre de ne plus rien laisser passer, ce qui, avec la fermeture des dernières boutiques, révolta littéralement les ouvriers de Pétrograd.

entre la reddition ou l'écrasement par les armes.

Dans ce dessein, il fallait identifier l'insurrection aux mouvements contre-révolutionnaires des ex-généraux tsaristes et des gardes blancs. C'est ce que l'on s'empressa de faire. A Pétrograd, où j'étais alors, de grandes affiches rouges annoncèrent qu'un ex-général tsariste, un certain Kozlovski (3), flanqué de quelques « spécialistes » militaires de la même mouture, avait réussi à entraîner les marins de Cronstadt dans un mouvement contre-révolutionnaire ; et des mesures étaient prises pour écraser ce nouvel assaut des gardes blancs.

En même temps, lesdites affiches informaient la population ouvrière que le gouvernement soviétique venait d'allouer un crédit de cent millions de roubles-or pour l'achat, à l'étranger, de denrées alimentaires destinées en priorité à Pétrograd et à Moscou. Ces affiches promettaient encore bien d'autres choses qui laissaient prévoir des changements profonds dans la politique économique du Parti et de l'Etat.

Ainsi, tandis que les dirigeants bolchéviques, unanimes, envoyaient contre Cronstadt des troupes sûres, placées sous le commandement militaire de Toukhatchevski (4), ils donnaient une version contraire à la vérité des origines et des buts de l'insurrection. Et pour rompre la solidarité entre les ouvriers de Pétrograd et de Moscou — dont les grèves dans de très importantes usines se poursuivaient encore — et les insurgés de Cronstadt, le Parti et le gouvernement faisaient miroiter aux populations affamées la fin du rationnement et l'arrivée prochaine, en provenance de l'étranger, d'approvisionnements substantiels pour remettre en marche les usines paralysées par le manque de combustible et de matières premières.

Quant à Cronstadt, l'ultimatum qu'on lui avait adressé expirait le 6 mars à minuit. Et je me souviens du choc que nous ressentîmes quand, en pleine nuit, le premier coup de canon, tiré sur les insurgés, annonça le début des combats.

Mais revenons au Kremlin où dans l'enceinte de l'ex-Palais de justice, le X[e] Congrès du Parti tenait ses assises.

Dès son discours d'ouverture, Lénine attira l'attention du Congrès sur le *luxe que le Parti s'était offert* en se lançant dans des discussions interminables sur le rôle des syndicats dans l'Etat prolétarien ou en multipliant les thèses et les « plates-formes » d'opposition, telles que celles qui avaient vu le jour avant le Congrès. Et il dira :

> Ce luxe concordait-il entièrement avec nos richesses matérielles et morales ? C'est à vous de juger. (...) vous ne pouvez pas ignorer que tous nos ennemis, et ils sont légion, dans leurs innombrables organes de presse étrangers reprennent et amplifient à qui mieux mieux ce que nos ennemis bourgeois et petits-bourgeois répandent à l'intérieur de la République soviétique : dissensions signifient débats ; débats signifient dissensions ; s'il y a dissensions, les communistes sont plus faibles ; par conséquent, frappons, saisissons l'occasion, profitons de leur faiblesse.

Donc plus de dissensions intestines, plus de fractions, plus de « plates-formes » d'opposition. Contre les périls qui entourent le Parti et qui n'ont jamais été si grands, tous ses membres doivent se serrer les coudes et opposer leur cohésion à la contre-révolution.

Et le même jour, dans son rapport sur l'activité du Comité central, Lénine dénoncera les deux périls qui menacent la dictature du prolétariat ; il les définira comme émanant, *l'un, de l'élément anarcho-syndicaliste dans le Parti, l'autre, de l'élément petit-bourgeois des campagnes.*

Parlant du premier, Lénine le caractérisera en ces termes :

> Une petite déviation syndicaliste ou semi-anarchiste n'aurait en soi rien de terrible : le Parti en prendrait vite conscience et se mettrait hardiment à la corriger. Mais quand cette déviation est liée à une gigantesque prédominance de la paysannerie dans le pays ; *quand le mécontentement de cette paysannerie envers la dictature du prolétariat grandit ;* quand la crise de l'économie paysanne atteint son paroxysme ; quand la démobilisation de l'armée paysanne rejette des centaines et des milliers d'hommes exténués ne trouvant pas à s'employer, habitués à faire la guerre en tant que métier, *et engendrant le banditisme (lisez : les révoltes paysannes),* alors ce n'est pas le moment de discuter de déviations théoriques.

Cette mise en garde visait l'Opposition ouvrière qu'en ce premier jour du Congrès Lénine cherchait encore à ménager par des concessions de forme.

Quant au péril venant de l'élément petit-bourgeois, c'est-à-dire des paysans, Lénine fera cette constatation qui, reprise plusieurs fois au cours du Congrès, donnera tout son sens à la résolution exprimée de le combattre par tous les moyens :

> Ces rapports (entre la classe ouvrière et la paysannerie) ne sont pas ce que nous avions pensé. Ils exigent de la classe ouvrière infiniment plus de cohésion et de concentration des forces et, sous la dictature du prolétariat, *ils constituent un danger qui dépasse de beaucoup tous les Dénikine, Koltchak, Ioudénitch ensemble additionnés.* Personne ne doit se faire à ce sujet la moindre illusion, car elle serait la plus fatale de toutes.

Et évoquant pour la première fois les événements de Cronstadt, Lénine dira :

> Je n'ai pas encore les dernières nouvelles de Cronstadt, mais je ne doute pas que cette insurrection qui, *très vite, a fait apparaître la figure, bien connue de nous tous, des généraux gardes blancs,* sera liquidée dans les jours prochains (...) *Mais nous devrons tirer de toute façon les leçons politiques et économiques* qui découlent de ces événements.

Puis il enchaînera aussitôt :

> Quel est le but de cette insurrection ? Faire passer le pouvoir politique des mains des bolcheviks dans celles d'une espèce de conglomérat aux contours imprécis ou d'alliance d'éléments disparates, soi-disant un tout petit peu plus à droite, voire peut-être un tantinet plus à gauche que les bolcheviks (on ne saurait le dire), tant

---

(3) Kozlovski était un ex-général tsariste qui, avec d'autres officiers de la même origine, travaillait en qualité de « spécialiste » dans les services de la base navale. Son rôle dans l'insurrection fut inventé de toutes pièces. Le Comité révolutionnaire comprenait 15 membres dont voici les noms et les « grades » : 1. Pétritchenko, secrétaire de 1re classe à bord du cuirassé *Pétropavlovsk ;* 2. Iakovenko, téléphoniste de la circonscription de Cronstadt ; 3. Ossossov, mécanicien à bord du *Sébastopol ;* 4. Archipov, quartier-maître mécanicien ; 5. Pérépelkine, mécanicien à bord du *Sébastopol ;* 6. Patrouchev, quartier-maître mécanicien à bord du *Pétropavlovsk;* 7. Koupolov, médecin auxiliaire de 1re classe ; 8. Verchinine, matelot du *Sébastopol ;* 9. Tarkine, ouvrier électricien ; 10. Romanenko, garde des chantiers de réparation des navires ; 11. Oréchine, employé de la III[e] école technique ; 12. Valk, ouvrier charpentier ; 13. Pavlov, ouvrier à l'arsenal des mines marines ; 14. Baïkov, charretier ; 15. Kilgast, timonier.

(4) Ex-officier tsariste devenu communiste. Fusillé en 1937 sur l'ordre de Staline.

est flou l'assemblage des groupuscules politiques qui, à Cronstadt, ont tenté de s'emparer du pouvoir. *Or, il n'y a pas le moindre doute qu'au même instant, des généraux blancs — vous le savez tous — ont joué là-bas un rôle important.* Deux semaines avant ces événements, les journaux parisiens parlaient déjà d'une insurrection à Cronstadt. De toute évidence, *il s'agit là d'une action des socialistes révolutionnaires et des gardes blancs réfugiés à l'étranger* ; en même temps, ce mouvement s'est réduit à une contre-révolution petite-bourgeoise, à une manifestation de l'élément anarchiste petit-bourgeois.

Telle est la version que Lénine donnera tout d'abord des événements de Cronstadt et de leurs origines. Nous verrons qu'avant la fin du Congrès, il reconnaîtra que les insurgés ne voulaient ni du pouvoir des gardes blancs ni de la dictature des bolchéviks.

Avant d'en venir aux « leçons politiques et économiques » qu'il allait tirer de l'insurrection de Cronstadt, Lénine abordera dans son rapport la question de la bureaucratie, dont Alexandra Kollontaï, dans sa brochure, avait dénoncé les envahissements.

Il est indubitable, dira-t-il, que la peste bureaucratique existe ; tout le monde l'admet et l'on doit la combattre pour de bon. Certes, dans la discussion qui s'est déroulée à ce sujet (avant le Congrès), cette question a été traitée pour le moins à la légère et, fréquemment, d'un point de vue petit-bourgeois. Il est certain que, ces derniers temps, il y a eu de l'effervescence et du mécontentement parmi les ouvriers. Aux réunions de « sans-parti » qui ont eu lieu à Moscou, *on a pu voir que les ouvriers faisaient de la démocratie et de la liberté un mot d'ordre qui menait au renversement du pouvoir soviétique.*

Et il ajoutera aussitôt :

(...) Le « bureaucratisme » dans nos institutions d'Etat *est devenu un fléau* au point qu'il en est fait mention dans le programme d'action de notre Parti ; et cela, parce que ce mal est lié à l'élément petit-bourgeois et à ses multiples ramifications. On ne pourra vaincre cette peste qu'en organisant les travailleurs, afin qu'ils fassent non seulement bon accueil aux décrets de l'Insurrection ouvrière et paysanne, mais puissent aussi, par son intermédiaire, *faire de leur droit une réalité, ce qui aujourd'hui n'est pas le cas, tant dans les campagnes que dans les villes, voire dans nos capitales.*

Auparavant, Lénine avait admis qu'au cours de l'année écoulée et surtout depuis la fin de la guerre civile, le Comité central « a commis pas mal d'erreurs », qu'il s'agissait maintenant de réparer. Pour cela, l'unité du Parti était indispensable, ce qui impliquait la fin des groupes « fractionnels », de leur activité et de leurs programmes. Pour obtenir cette unité, Lénine s'abstint dans son rapport de mettre trop nettement sur la sellette les dirigeants de l'Opposition ouvrière, reprenant même à son compte un certain nombre de critiques formulées par eux. Mais on verra que c'était là une feinte en attendant les interventions, à la tribune, de Kollontaï et de Chliapnikov. Par contre, à plusieurs reprises, il attirera l'attention des congressistes sur les périls qui menaçaient la « dictature du prolétariat ». Et pour les écarter, Lénine proposera : 1° un changement radical dans les rapports entre la classe ouvrière et la paysannerie (5) ; et 2° des concessions massives aux « grands trusts impérialistes étrangers », qui, eux, « nous apporteront leurs capitaux et leurs connaissances techniques sans nous imposer leur pouvoir politique, tandis que nos capitalistes (si nous les laissions revenir) nous imposeraient le leur ».

———————

(5) Ce qui allait se traduire les jours suivants par le vote de résolutions abolissant les réquisitions des récoltes et du bétail et instituant un impôt en nature, premier pas vers le rétablissement des échanges entre la ville et la campagne.

A l'époque, Lénine, sur la foi des rapports n'échappent à l'une de ces trois solutions. Et je ne doute pas que la troisième soit bien préférée de tous les prêtres
que Krassine envoyait de Londres, croyait qu'un traité de commerce avec l'Angleterre entraînerait la signature d'un accord similaire avec les Etats-Unis et que ceux-ci, avec leurs capitaux inépuisables et leurs immenses possibilités techniques, aideraient le gouvernement soviétique à mettre en valeur les richesses naturelles du pays, seul moyen, selon lui, avec la réalisation du vaste programme d'électrification, de doter la Russie d'une grande industrie capable de subvenir aux besoins de la paysannerie et d'établir entre elle et la classe ouvrière des rapports normaux et durables. A propos de ces concessions aux « trusts impérialistes », Lénine définira ainsi sa position :

La majorité du Comité central et moi-même soutenons le point de vue que ces concessions sont nécessaires. Cette alliance avec les trusts nationaux des autres pays avancés *nous est indispensable* pour la bonne raison que la crise économique est chez nous si profonde qu'il ne nous est pas possible de relever notre économie sans un outillage et sans une aide technique en provenance de l'étranger. La simple importation de biens d'équipement ne suffira pas. On peut accorder des concessions sur des bases beaucoup plus larges, peut-être à de grands trusts impérialistes : *un quart* (des champs pétrolifères) *de Bakou, un quart de ceux de Groznyi, un quart de nos meilleures réserves forestières* afin de nous assurer ainsi, par la mise en place d'un outillage ultra-moderne, la base industrielle nécessaire ; en même temps, nous recevrons pour la part des richesses qui nous restera les biens d'équipement dont nous avons besoin. De cette manière, nous pourrons quelque peu rattraper, fût-ce d'un quart, d'une moitié, les trusts les plus avancés (au point de vue technique) des autres pays.

Ainsi, dès le premier jour du X[e] Congrès, Lénine, sous la pression des grèves ouvrières, des révoltes paysannes et de l'insurrection de Cronstadt, opérait une volte-face qui, partout dans le monde, allait faire couler des flots d'encre et, en Russie soviétique, préluder à une nouvelle politique économique, la *Nep.*

(A suivre). **Marcel BODY.**

Célibat ne veut pas dire chasteté

Le Pape Paul VI vient de lancer une nouvelle encyclique dont l'objet est de défendre et justifier le célibat des prêtres.

Que les prêtres restent célibataires, c'est leur affaire, mais lorsque le Pape prétend que les prêtres restent chastes toute leur vie, il se paie la tête de ses ouailles. Le célibat, c'est une chose. La chasteté c'en est une autre. Pour essayer de justifier cette dernière, le Pape a dit :

« D'après les acquisitions désormais assurées de la science, on n'a pas le droit de redire encore que le célibat est contre nature du fait qu'il s'oppose à des exigences physiques... L'homme créé à l'image et à la ressemblance de Dieu, n'est pas composé seulement de chair, et l'instinct sexuel n'est pas tout en lui...»

Par « exigences physiques », le Pape fait certainement allusion aux spermatozoïdes dont tout homme, fût-il prêtre, est producteur et qu'il doit éjecter s'il ne veut pas avoir des ennuis physiques. Or cette éjection ne peut se faire que de trois façons : le rêve érotique, la masturbation ou le coït. Le Pape a beau invoquer tous ses saints, ses prêtres n'échappent pas à l'une de ces solutions. Et l'on ne doute pas que c'est la troisième qui est préférée de tous.

Contre Israël parce que contre le " droit de conquête "

Le plus fidèle des collaborateurs de la R.P. est incontestablement Robert Louzon. Depuis le premier numéro, il y a 42 ans (Janvier 1925) il n'a pas laissé passer un seul numéro sans y apporter quelque chose. Très souvent cet apport choquait profondément quelqu'un : une personne ou un groupe. Cela fait partie du caractère de Louzon : des idées originales, souvent violentes, exprimées avec une franchise totale. Or, il se trouve que ce qu'il nous envoie pour ce numéro de juillet 67, et que l'on va lire, choque profondément non pas quelque tierce personne, mais la plupart des collaborateurs de la R.P. Car non seulement la thèse essentielle (innocence des Arabes, culpabilité des Juifs) est inadmissible, mais on peut tout contester paragraphe par paragraphe.

Nous sommes choqués, mais nous publions, sans rien couper. C'est ça la R.P.

Je ne sais si la paix règnera un jour sur la Terre, mais ce dont je suis bien certain c'est qu'elle n'y règnera que le jour où le « droit de conquête » y sera rigoureusement proscrit, le jour où il ne suffira pas de s'installer par la force dans un pays pour en être reconnu le légitime propriétaire.

Or, les événements du mois dernier, l'attitude adoptée par la plupart des Occidentaux à l'égard du conflit israélo-arabe montrent à quel point la plupart des hommes se déterminent d'après leurs émotions ou leurs passions, beaucoup plus que d'après les principes dont ils se réclament.

Voici des gens, les Sionistes, qui, parce qu'ils ont été maltraités par certains peuples d'Europe, pénètrent dans un pays d'Asie, s'y installent progressivement durant une vingtaine d'années, en protestant de leurs sentiments pacifiques, puis, le jour où ils se sentent assez nombreux, lancent une campagne de terreur contre ceux-là mêmes qui les ont accueillis, contre ceux qui vivent en ce pays, eux ou leurs ancêtres, depuis des millénaires, et qui n'ont aucun moyen de se défendre, l'autorité de « tutelle », en l'espèce l'Angleterre, ayant eu soin de leur interdire, sous peine de mort, tout port ou détention d'armes.

Et lorsque, pour couronner cette campagne de terreur, l'une des deux principales organisations terroristes des Sionistes, l'Irgoun, attaque, une belle nuit de 1948, le village arabe de Der Yassin et en massacre les habitants, et qu'à l'annonce de cette nouvelle, pris d'une terreur panique, du genre de celle qui saisit les Français de 40 à l'approche des Allemands, un million de Palestiniens de toutes conditions fuient leurs demeures pour gagner les pays voisins, qu'est-ce que font les inspirateurs du massacre ? Ils interdisent aux Palestiniens de rentrer chez eux, ils se proclament les maîtres, les seuls maîtres du pays, un pays où trente ans auparavant il n'y avait pas un seul d'entre eux ; tout comme Tartuffe, ils déclarent à ceux-là qui les ont accueillis : « la maison est à moi, c'est à vous d'en sortir ! ».

Où donc est le Droit ici, je vous prie ? Du côté des conquérants, du côté des égorgeurs et des spoliateurs, ou bien du côté des égorgés et des spoliés ?

Un conglomérat de gens de toutes races, de toutes nationalités, et de toutes langues (les uns parlent un dialecte allemand, d'autres des dialectes arabes) qu'unit seulement une communauté de rites religieux, chasse par la violence les habitants d'un pays que ceux-ci occupent depuis toujours sous le prétexte qu'il y a deux ou trois mille ans, des gens adorant le même dieu qu'eux-mêmes y avaient leur temple ! Et tout le monde, ou presque, du moins en Occident, trouve cela très bien, très juste ! C'est la reconnaissance, presque la sanctification, du droit de conquête.

Tel fut le premier acte du drame de Palestine. Il a été suivi de deux autres. Et au cours de tous, on retrouve le même mépris du droit des peuples, la même acceptation du droit de conquête.

Moins de dix ans après l'événement que nous venons de dire, la population israélienne, qui n'a cessé de croître, trouve que le territoire dont elle s'est emparé risque de devenir trop petit pour elle ; alors, de concert avec deux puissances impérialistes décaties mais ayant encore des prétentions, France et Angleterre, Israël attaque à nouveau. Israël attaque celui de ses voisins dont il convoite particulièrement une partie du territoire : l'Egypte. Cependant, l'Amérique qui n'admet point que ses satellites européens se permettent d'avoir une politique indépendante, intervient, forçant les trois larrons à abandonner leur entreprise. Mais si, de ce fait, France et Angleterre se trouvent obligées de s'en retourner les mains vides, il n'en est pas de même d'Israël qui parvient à garder une partie du territoire conquis (ce qui lui donne accès notamment au golfe d'Akaba). De sorte qu'une fois encore, l'agression « a payé ».

Enfin ! c'est la troisième agression, celle d'hier. Un beau jour du mois dernier, après un incident de frontière, le chef du gouvernement israélien se livre à une violente attaque contre la Syrie, déclarant que s'il se produit encore des attentats palestiniens sur son territoire, il s'en prendra à la Syrie, et pas seulement par des actions militaires limitées, comme ça a été le cas plusieurs fois auparavant, mais par une action de grande envergure.

Tout le monde comprend alors qu'Israël s'apprête à attaquer la Syrie. Aussi, tombant à plein dans le panneau, Nasser s'empresse de voler au secours de Damas... verbalement. Il proclame à cor et à cri, avec toute l'emphase orientale, que l'Egypte défendra la Syrie, et, pour appuyer d'un acte ses dires : il ferme le golfe d'Akaba.

Les Israéliens n'attendent que cela : ils tiennent maintenant un prétexte pour attaquer. Et c'est alors la grande attaque de nuit sur tous les aérodromes militaires arabes, avec la destruction de je ne sais combien d'avions et de toutes les pistes d'envol. Les Arabes n'ont plus d'aviation.

Dès lors, la partie est gagnée. Dans ces régions désertiques ou semi-désertiques où il n'existe aucun couvert, quiconque a la maîtrise de l'air a la maîtrise au sol. Pas un tank, pas un canon, pas un fantassin, dans l'impossibilité de se camoufler, ne peut résister à l'avion.

Israël s'empare ainsi sans coup férir, tout comme au lendemain du massacre de Dar Yassin, de tout ce qu'il convoite : Jérusalem, la rive ouest du Jourdain, la bande de Gaza.

Et l'on peut être dès maintenant certain que malgré toutes les palabres de l'O.N.U., malgré aussi les déclarations plus ou moins fracassantes des bureaucrates rancis du Kremlin, Israël gardera l'essentiel des territoires qu'il occupe aujourd'hui : « droit de conquête ».

Pour la troisième fois, l'agression aura payé.

***

Maintenant une question se pose. Combien de temps les conquêtes d'Israël dureront-elles ? Combien de fois l'agression paiera-t-elle encore ?

Ou, plus généralement : pendant combien de temps les Arabes continueront-ils à reculer ?

Reculeront-ils toujours ?

Pour tenter de répondre à cette question, tournons-nous un peu vers le passé.

Les Israéliens ont eu de notables prédécesseurs. La création de l'Etat d'Israël est sans doute la dernière conquête coloniale de l'Occident; or, elle se produit, coïncidence remarquable, là même où s'est produite, il y a près d'un millénaire, la première des conquêtes coloniales dudit Occident : celle des Croisés — et elle se recouvre du même motif : un motif religieux. Israël est la réplique du royaume latin de Jérusalem.

Or, tout comme Israël aujourd'hui, le royaume latin de Jérusalem, planté au milieu de populations profondément différentes et hostiles, dut soutenir durant deux siècles une guerre presque permanente contre ses voisins.

Grâce à la supériorité de ses guerriers, il parvint à conserver sa capitale, Jérusalem, pendant tout près d'un siècle, et il fallut encore presque un siècle pour le chasser entièrement de la Palestine.

En sera-t-il pour les Sionistes comme il en fut pour les Croisés ? Garderont-ils Jérusalem cent ans, et Tel-Aviv près de deux cents ans ?

Une réponse est impossible à donner, car tout dépendra, d'une part, des événements internationaux, et d'autre part de l'évolution morale et politique des Arabes.

Si ces grands garçons turbulents que sont les Arabes veulent bien devenir plus sérieux, s'ils cessent de se contenter de vitupérations et d'effets de burnous ; s'ils cessent de considérer la guerre comme une fantasia, et qu'ils se mettent à la préparer vraiment, si, en un mot, ils ne se contentent plus d'aboyer et se mettent en état de mordre, il est probable qu'Israël durera bien moins longtemps que le royaume de Jérusalem.

En tout cas, une chose me paraît certaine : tant que les Sionistes n'auront point récupéré la totalité de leur patrimoine héréditaire, il ne saurait y avoir de paix au Proche-Orient. Les Arabes tiennent difficilement contre une attaque résolue, mais, après avoir fui, ils reviennent toujours à la charge, comme dans la fantasia... En vingt ans, Israël a dû soutenir trois guerres contre eux ; une guerre, en moyenne, tous les dix ans, c'est, sans doute, ce à quoi les Sionistes doivent s'attendre pour l'avenir.

R. LOUZON.

P.S. — J'ai laissé de côté jusqu'ici toutes les « raisons » que donnent les partisans de l'Etat d'Israël pour justifier leur position, parce que ce sont des raisons « à côté », qui n'ont pour but que de masquer le fait essentiel : à savoir que cet Etat n'est que le produit d'une conquête, d'une conquête coloniale type. Mais je vais maintenant examiner les dites « raisons » rapidement.

— Oui, dit-on, mais les Juifs étaient établis là il y a deux mille ans.

Or, non seulement les Juifs actuels ne peuvent être considérés comme les descendants des Juifs de Judée, ainsi que Renan l'a démontré (voir R.P. de juin), mais un droit qu'on ne réclame pas est un droit prescrit. Or, pendant 2000 ans, les Juifs d'Europe ou d'Afrique n'ont jamais demandé ou cherché à rentrer en Palestine, le Sionisme ne datant que de 1900. Par contre, les Juifs autochtones ont toujours vécu en Palestine, côte à côte avec les adeptes de maintes autres religions, en paix et plus ou moins en symbiose avec les Arabes.

— Oui, mais, dit-on également, les Juifs ont subi les atroces tortures des camps nazis.

Incontestablement ! Et il n'y a pas qu'eux d'ailleurs. Mais comment peut-on oser prétendre que le fait d'avoir été victime d'un crime, vous autorise à en commettre un autre vous-même ? Et bien plus, un crime contre des gens qui n'ont rien à faire avec celui dont vous avez été victime ?

— Mais ils ont fertilisé le désert.

Incontestablement ! Ils ont irrigué des terres qui, jusque là, faute d'eau, ne portaient point de récoltes. Mais c'est là quelque chose qui se fait chaque jour et partout. Chaque année, en Asie ou en Afrique, dans toutes les zones désertiques ou semi-désertiques du monde, des centaines ou des milliers d'hectares de sols jusque là stériles, deviennent productifs du fait de leur irrigation. C'est simplement une question de barrages. Et les barrages, c'est uniquement une question de capitaux.

Les terres de Palestine conquises par Israël sur le désert ne sont rien à côté de celles qui ont été conquises, par exemple, en Egypte au début de ce siècle, après la construction du premier barrage d'Assouan sur le Nil, et moins encore à côté de celles qui vont y être fertilisées lorsque sera achevé le second barrage actuellement en construction. Pourquoi s'émerveiller ici de ce qu'on fait là ?

— Et puis, il y a les kiboutzims. Et ceux-ci pratiquent le communisme.

Incontestablement ! Mais tout peuple conquérant, campé au milieu de populations hostiles, comme c'est le cas d'Israël, et comme c'était le cas des Croisés, a besoin, non seulement d'une armée, mais des communautés monastiques ou quasiment monastiques, établies aux points les plus chauds, et participant à la fois à la vie économique et sociale et aux actions guerrières, pratiquant le communisme, afin que leurs membres, n'ayant aucune des préoccupations égoïstes qu'engendre nécessairement la propriété privée, puissent se donner tout entiers à la Cause.

Tels étaient les Templiers et les Hospitaliers de la « Terre Sainte », aux XIe et XIIe siècles, tels sont les membres des kiboutzims d'aujourd'hui. Mais l'existence de communautés communistes ne suffit point à faire d'une société une société communiste, ni même en marche vers le communisme. Sans cela il y aurait longtemps que l'Europe serait communiste puisqu'elle est couverte depuis au moins un millénaire de congrégations religieuses où la communauté seule, à l'exclusion de ses membres, est propriétaire, tout comme dans les kiboutz. — *R.L.*

S.M.I.G. FRANÇAIS

et salaire minimum américain

Le Conseil des ministres vient de décider que le Smig de la zone 0 passerait de 2,10 à 2,15. Compte tenu de l'augmentation des prix qui est de 2 % cela donne une augmentation de 0,38 % ! C'est ce que messieurs les technocrates nomment la « participation ouvrière aux bénéfices de l'expansion ! »

A titre de comparaison il convient d'indiquer que les syndicats américains ont obtenu en février dernier un salaire minimum garanti qui s'échelonne, selon les catégories, de 5 F à 8 F de l'heure.

Et ils trouvent cela insuffisant puisqu'ils réclament un minimum de 10 F de l'heure pour tous les ouvriers, la généralisation des 35 heures par semaine et les heures supplémentaires payées à 200 %.

Avec cette Amérique-là nous ne pouvons être que d'accord.

La bride sur le cou

LA REPARTITION DES BOURSES D'ETUDES

A l'heure du mécontentement général qui s'est manifesté par la grève du 17 mai, les journaux syndicaux annonçaient aux étudiants une nouvelle surprenante par son aspect souriant inaccoutumé : « AUGMENTATION des BOURSES d'ETUDES » ! La démocratisation de l'université ne serait donc plus un vain mot ?

Pourtant, un détail : la répartition des bourses resterait aussi inéquitable, la décision administrative ne renforçant que les bourses existantes et n'élargissant pas le domaine si étroit des bénéficiaires. Déjà la joie s'estompait, pour disparaitre complètement à la lecture d'un entrefilet désinvolte annonçant calmement (officieusement, il est vrai) la hausse du simple au double du prix du repas aux Restaurants Universitaires et l'augmentation de 30 F du tarif d'une chambre en cité, fixée jusqu'à présent à 70 F.

L'étudiant normal qui versait 1,40 F par repas devrait donc prévoir une dépense de 180 F par mois pour sa nourriture au lieu de 90 F (seul le budget des Ipesiens (1) qui ont un salaire ne serait pas modifié, puisqu'ils étaient les seuls jusqu'à maintenant à payer le tarif complet 2,80 F). Pourquoi un tel bouleversement ?

La différence était autrefois prise en charge par l'Education nationale au titre de subventions accordées aux Œuvres universitaires. L'hypocrisie d'une telle mesure se révèle d'autant plus que cet argent jusqu'alors consacré aux subventions (dont bénéficiaient tous les étudiants sauf ceux de l'I.P.E.S.) irait grossir les sommes versées directement à certains étudiants sous forme de bourses (dont la répartition aberrante a été maintes fois critiquée).

La démocratisation de l'enseignement serait encore une utopie puisque les propriétaires de chambres en ville augmenteraient eux aussi leur tarif, et qu'un étudiant aurait besoin pour vivre au minimum de 500 F par mois — quels sont les parents qui pourront faire un tel sacrifice ?

Qu'une élimination des étudiants se fasse au niveau des examens, ce qui déjà est contestable, soit, mais que cette sélection ait pour critère le rang social des parents sans considération de la valeur intrinsèque de l'étudiant, alors là, NON !

Que faire pour éviter de telles mesures ?...

Paule BERCHER
Françoise CLAVURIER

Nos deux jeunes correspondantes traitent, à l'inverse de leurs prédécesseurs, non pas de questions théoriques, mais de points précis, matériels. Aucun inconvénient à cela ! Le syndicalisme ouvrier a toujours comporté deux aspects : un aspect idéologique et un aspect « gros sous ». On n'est pas moins bon syndicaliste — il s'en faut — si l'on s'attache principalement au deuxième. « Primum vivere » !

Notre rubrique reste donc ouverte à tous les jeunes *qui croient avoir à dire quelque chose dans ces deux ordres d'idées. Avec liberté complète :* « La bride sur le cou ».

---

(1) Les élèves de l'Institut de Préparation à l'Enseignement Secondaire sont des jeunes gens qui, en raison de très bons résultats en classe de propédeutique, sont nommés « élèves-professeurs ». A ce titre, ils ont un petit traitement. (N.D.L.R.)

ZOOM

MARAT-SADE

Studio Marigny

Au 19e siècle, on croyait pouvoir soigner les débiles mentaux par la prophylaxie des psychodrames. L'auteur et metteur en scène de la plupart des pièces représentées était l'un des « pensionnaires » de l'asile de Charenton : le marquis de Sade. Charenton devint ainsi un rendez-vous mondain.

C'est l'histoire d'un de ces psychodrames que nous raconte ce film, écrit par Peter Weiss, mis en scène par Peter Brook et interprété par la Royal Shakespeare Company.

Un film génial, prodigieux, corrosif, subversif, par moments quasi insoutenable.

On se demande comment des êtres sains de corps et d'esprit peuvent à ce point jouer la folie ?

Donc nous sommes à Charenton au 19e siècle, sous le règne de Napoléon 1er, à l'asile d'aliénés. Le directeur de l'asile, d'un côté de la grille, où sont également aux loges d'honneur sa femme et sa fille, explique aux spectateurs de l'autre côté, quel est le but d'une représentation comme celle-ci, et son sens curatif. Derrière lui : les fous, encadrés par deux sœurs et deux gardiens. Parmi ces fous, le metteur en scène : Sade. Le rôle de Charlotte Corday est tenu par une jeune femme atteinte de la maladie du sommeil ; M. Duperret est un obsédé sexuel, Marat un paranoïaque. Suit la ribambelle de débiles, déformés physiquement et mentalement. L'ex-abbé Jacques Roux, furieux, des baveux, des idiots, le tout formant une indescriptible compagnie de cauchemar.

Et le psychodrame va se dérouler, racontant l'assassinat de Marat, coupé de réflexions philosophiques et politiques où se heurteront irréductiblement l'individualisme et la conception de l'Etat-maître. Sade apparait ici comme l'anarchiste, éternel Shâtam, remettant en question tout et lui-même. Et la pièce se déroule, parfois interrompue par quelques incidents mineurs, où il apparaitra que le divin marquis mène peu à peu le jeu.

C'est alors que la pièce se termine, le directeur et sa petite famille vont se retirer, les fous, en rangs par quatre, marchent en chantant le finale : « Il n'est pas de véritable révolution, sans éternelle copulation » et piétinent Jacques Roux qui leur hurle de se révolter. Et brusquement l'obsédé sexuel tente de s'emparer de la fille du directeur, un autre fou se précipite sur la femme et l'entraine, religieuses et gardiens tentent d'intervenir, le directeur de s'enfuir, mais la grille est fermée, il est lynché ; cependant que sa fille se défendant trop bien est abandonnée par l'obsédé, prise par un autre fou, tandis que l'obsédé viole une religieuse...

C'est un sabbat indescriptible, prodigieux, féroce, libérateur et sanglant. De l'autre côté les spectateurs assistent impuissants, le feu gagne la salle, et près de la grille le marquis de Sade contemple son œuvre et rit, rit...

Bravo, messieurs Peter Brook, Peter Weiss, et vous tous de la Royal Shakespeare Company. Bravo et merci, vous avez fait là le film le plus corrosif, le plus libérateur, le plus insoutenable, qu'il ait été donné de voir, un chef-d'œuvre.

Vous avez réalisé le film le plus satanique de l'histoire du cinéma, bravo !

Edouard DUCOURAU.

Parmi nos LETTRES

Comment l'Algérie est informée

D'un « coopérant », qui nous écrit pendant le drame du Moyen-Orient :

J'ai (pour la première fois, je crois) regretté cette semaine de ne pas avoir de radio : pas de journaux français, uniquement les journaux locaux, donc pas de nouvelles sinon outrées par la propagande, le refus de voir les choses en face et la démagogie des mots... « collusion de l'impérialisme et du sionisme » ; « agression américaine prouvée » (alors que nulle part on ne l'établit avec certitude). et, en même temps, mise en tension du peuple : marches militaires, manifestations dirigées, collecte de sang et de volontaires. Au bout d'une semaine, rares sont ceux qui sont assez lucides pour mettre en doute les déclarations journalistiques. Et puis cela fait si bien de dire qu'on a été battu par une alliance militaire beaucoup plus forte, mais que ce sera la victoire ou la mort...

Par contre, comme d'habitude, des décisions graves ont été prises : rupture des relations diplomatiques avec U.S.A. et G.-B. (ce qui ne m'inquiète pas) et mise sous séquestre des biens appartenant à des compagnies anglaises et américaines, pétrole surtout. Que peut-on espérer ? L'Algérie prend encore du retard pour son « démarrage économique ». A qui vendra-t-elle le méthane d'Arzew si les exportations vers l'Angleterre sont interdites ? Les pays « socialistes » sont, en affaires, au moins aussi « durs » que les pays occidentaux. Il n va rester que la France, c'est-à-dire le gouvernement français, pas les industriels capitalistes, ni les touristes pour qui l'Algérie est un pays condamné déjà par ses outrances verbales, son non-respect des accords, etc.

Vraiment, je suis assez pessimiste. Qu'en pensez-vous, vous en France, avec tous les journaux, et toutes les informations ?

L'art de se foutre du monde

C'est un marin qui répond :

Je lis dans France-Soir *(16/6) : « L'accord Paris-Alger va augmenter les achats de gaz saharien ».*

Accord franco-algérien signé hier sur les problèmes posés par l'approvisionnement du marché français en gaz naturel algérien.

Conclu neuf jours après l'interdiction des exportations d'hydrocarbures algériens vers les pays anglo-saxons en raison de la crise du Moyen-Orient, l'accord va multiplier par sept les achats français de gaz saharien, soit 3,5 milliards de mètres cubes par an.

Multiplier par sept, c'est beau. Sur le papier !

...Mais pour transporter du méthode liquide (à moins de *moins cent degrés de froid)* il faut des bateaux tout à fait spécialisés : des « méthaniers ».

Or, l'effectif de la flotte méthanière française se monte à UNE unité, le *Jules-Verne*, utilisé au total de sa capacité et de sa vitesse de rotation, entre le Havre et Arzew (le port méthanier d'Algérie).

Et il n'est pas question d'acheter à l'étranger, puisqu'il n'y a au monde que deux autres « méthaniers » : les *Methane Princess* et *Methane Impress*, anglais.

Alors, à quoi tend le *bluff diplômatique* franco-arabe ci-dessus ?

On ne voit qu'une explication : on voudrait remonter un peu, après la déconfiture, le moral des Arabe.

De ces deux lettres, retenons la manière dont le « socialisme » (l'Algérie se dit obstinément « socialiste ») agit avec l'opinion.

1°) Il interdit, en temps de crise, toute presse d'un pays neutre. (Malgré qu'en la circonstance la « neutralité » française soit plutôt pro-arabe).

2°) Il n'hésite pas *à tromper* ses citoyens par la publication d'accords fallacieux.

Mais, sur ce dernier point, le gouvernement français est aussi coupable que l'algérien.

De Tiran à Suez

Du même :

Je viens de retirer de ma boîte aux lettres un imprimé émis par la « Section de Bry-sur-Marne de la Fédération du Val-de-Marne du Parti Communiste Français ».

L'exemplaire, donc, que je viens de toucher commence ainsi :

A PROPOS DE LA CRISE DU MOYEN-ORIENT

La grande presse, la radio, la télévision, ont entretenu la confusion sur les origines de la crise du Moyen-Orient : quand Israël massait des troupes à la frontère syrienne, on n'en parlait pas — ou peu — ; quand l'Egypte, en retour amenait ses troupes à la frontière sud d'Israël, on criait à la menace ; quand l'Egypte reprenait le contrôle de ses eaux territoriales dans le détroit de Tiran (contrôle qu'elle avait gardé jusqu'en 1956), on criait à l'agression.

Alors qu'il y aurait tant à dire sur ces lignes perfides, je ne ferai qu'une remarque, une remarque de marin « l'Egypte reprenait le contrôle de ses eaux territoriales ». *C'est vite dit. C'est bien dit, et surtout décemment. Mais qu'est-ce que ça veut dire ?*

La règle internationale de navigation est : un navire de guerre, *s'il veut pénétrer dans un port, ou dans les eaux territoriales d'un pays étranger* doit avoir une autorisation. *Celle-ci est demandée par voie diplomatique.*

Mais pour un navire de commerce, il n'en va pas de même. La règle est juste à l'opposé : liberté totale de pénétrer en eaux territoriales, ou ports de quelque nation que ce soit. *La seule contre-partie de ce droit étant l'acceptation de se soumettre aux autorités du port : police, douane, santé...*

L'étendue des « eaux territoriales » est par consentement international de 3 « milles » marins (moins de six kilomètres). au minimum. Donc un navire franchissant le détroit de Tiran, qui est fort étroit, est forcément soit dans les eaux territoriales d'Egypte, soit dans celles d'Arabie.

Or, l'Egypte a empêché de passer non pas un pétrolier, mais systématiquement tous les pétroliers qui se rendaient à Eilatn.

Il y a agression.

x x x

Mes souvenirs de navigation m'incitent à dire encore un mot. Ce sera sur la situation très inconfortable qui doit être celle des Israéliens sur la rive qu'ils occupent du canal de Suez. Ils occupent la rive d'Asie. Or, Leseps a fait qu'il n'y a sur cette rive là que le désert. Alors que sur la rive d'Afrique il y a le canal d'eau douce, donc une vie possible, des agglomérations : Kantara, Ismaïla, Port Tewfik. Les Egyptiens, sur la rive africaine, ont donc des bases confortables, de l'eau, des possibilités d'approvisionnement (il y a un chemin de fer avec Le Caire). Les Israéliens en face n'ont rien. J'imagine qu'ils sont dans des tranchées, ensablés dès que souffle le Khamsin, avec rien derrière eux : le désert. Il faut tout leur apporter à travers l'abominable Sinaï, même et surtout l'eau.

De quand le mot « syndicat » ?

Dans notre numéro de juin nous avons promis à notre correspondante Sergine Helle, de « La bride sur le cou », de rechercher l'origine du terme « syndicat ».

Voici un premier élément de réponse. Il vient de LOUZON :

Il est bien certain que « syndicat » est apparu après *la Commune ;* il a dû devenir général à partir de la loi de 84 sur les « syndicats », mais entre 71 et 84, où et quand est-il apparu, je ne sais.

LA SOCIÉTÉ DES LOISIRS

(SUITE)

La montée de « la nouvelle classe »

Les grandes étapes de la montée de cette nouvelle classe dirigeante, qui a été également dénoncée dans le livre *La Nouvelle classe*, de Djilas, le Yougoslave qui se trouve encore pour cela en prison (3), les grandes étapes de cette montée sont, premièrement, l'économie de guerre de 1914-18 ; c'est là que cela a commencé.

Autre facteur fondamental : le grand développement pris par l'industrie. Les patrons n'ont plus dominé leurs entreprises, et ce sont les «maires du palais» qui ont commencé à régenter.

Troisième facteur : la Révolution russe, avec ses plans quinquennaux.

Puis il y eut l'essai de synthèse, fait par Mussolini, entre la technocratie 100 % étatique des Russes et ce qu'il pouvait y avoir de valable dans le capitalisme libéral : l'esprit d'entreprise.

Dans un autre ordre d'idées, il y eut le krach boursier de New York en 1930, qui brisa la confiance des grands dirigeants du capitalisme libéral dans leur propre système.

Ensuite encore il y eut l'expérience Roosevelt qui déjà, avec son planisme, était une mise en place de la technocratie.

Et il y eut, en suivant, le «miracle» du Dr Schacht ; il y eut l'expérience Blum, assez limitée, et, de nouveau, l'économie de guerre de 1938-40 ; puis l'expérience de Vichy, avec son corporatisme ; et, finalement, Monnet, en 1940, n'eut plus qu'à reprendre tout cela et à l'arranger dans une planification souple, agissant par l'intermédiaire du crédit, relançant ou cassant la « surchauffe » selon les besoins. La révolution technocratique était faite.

La « Caisse »

La grande citadelle de la nouvelle classe dirigeante, en France, c'est la Caisse des Dépôts et Consignations ; la «Caisse» comme les boursiers la nomment, tout court, avec une hargne non déguisée.

C'est la «Caisse» qui draine toute l'épargne française ; les banques doivent se contenter de petits à-côtés. Le portefeuille de la «Caisse», au début de 1966, était de 5.112 milliards de nouveaux francs ! C'est elle qui distribue les crédits suivant les impératifs du Plan ; selon que le Plan décide que l'on lance telle branche, elle accorde des crédits, les arrête, en redonne, et ainsi de suite.

Il faut reconnaître ce qu'il y a de positif dans le système technocratique : depuis la guerre nous n'avons plus connu de crises économiques tragiques, alors qu'il est certain qu'avec un appareil de production qui a augmenté en puissance, qui a triplé, quadruplé ses possibilités, par rapport à l'avant-guerre, nous aurions eu des crises plus violentes que celle de 1930. Cela, c'est le grand actif de la technocratie.

Quand, le 7 novembre 1966, lors du 150e anniversaire de la «Caisse» qui, au départ, n'avait pas été prévue pour un rôle aussi brillant, le chef de l'Etat déclara : *...les conditions du siècle nous amènent, sans renier l'esprit d'entreprise, à pratiquer un dirigisme grandissant*, nous avons connu la révolte du désespoir des boursiers.

La semaine suivante, des paquets d'actions furent jetés sur le marché, les cours tombèrent brutalement, la bagarre fut infiniment plus violente que celle qui cassa jadis les reins à Edouard Herriot. Or, qu'en est-il résulté ? Du côté technocratique et gouvernemental : rien du tout !

Pourquoi ? Parce que les sociétés dites «gendarmes», la «Caisse» en tête, avec toutes les banques et les assurances nationalisées, rachetèrent jusqu'à 80 % toutes les actions jetées sur le marché. La perte, paraît-il, pour les rebelles, se chiffre par 15 milliards ; et l'Etat est sorti de cette bataille renforcé, son emprise sur l'économie est plus forte qu'avant parce que les actions achetées à bas prix par les «sociétés gendarmes» ne seront pas revendues !...

La soumission des patrons

Ce qui rend la technocratie invulnérable, c'est le fait que, d'une part, elle joue un rôle nécessaire dans l'économie moderne, celui d'éviter les crises économiques, mais aussi le fait que les patrons se sont eux aussi, pour la plupart, en tout cas les grands, transformés en technocrates.

Nous avions eu, déjà en 1937, Mercier, grand patron de l'Electricité, qui était allé en Russie et qui en était revenu enchanté. Et depuis, sauf quelques petits îlots de résistance, les patrons ont mis leurs entreprises en sociétés anonymes dont ils se sont fait nommer les P.-D.G. ; ils ont placé autour d'eux, dans des postes bien payés, toute leur tribu ; tout passe en frais généraux : réceptions, voyages, autos, villas, serviteurs, et ainsi de suite, ce qui fait, qu'en fin d'année, il n'y a plus de bénéfices à distribuer pour les actionnaires. D'après les révélations de M. Vallon, rapporteur du budget, 18 000 sociétés en France, sur 63 000, travaillent soi-disant sans bénéfice — alors qu'elles prospèrent ! — pour la simple raison, comme nous venons de le voir, que les technocrates-patrons prélèvent *avant le bilan* de fin d'année toute la plus-value possible. L'exemple des technocrates russes leur a servi de leçon.

Pour eux, il y a un triple avantage à cela : pas de dividendes aux actionnaires, pas d'impôt sur les bénéfices, et pas d'augmentation au personnel, parce qu'on dit aux ouvriers : «Impossible de vous augmenter, l'entreprise est déficitaire !»

Evidemment il y a l'impôt sur les salaires technocratiques. Alors là, cet impôt sur leurs «salaires», c'est la bête noire de nos technocrates. Dans le livre de Fourastié, aussi, il y a un passage où l'auteur s'élève contre cette «méchante» surtaxe progressive (4).

Cette opposition à la «méchante surtaxe progressive», explique pourquoi les technocrates, même quand ils sont grands commis de l'Etat, sont contre les «dépenses collectives» ; cela explique aussi pourquoi ils veulent larguer pas mal de nationalisations, Renault, les P. et T., et pourquoi ils sont contre la Sécurité Sociale : tout simplement parce qu'ils désirent compresser les frais de l'Etat afin que cette méchante «surtaxe progressive» ne les accable pas trop. C'est le public qui payerait.

Cette conjonction entre les technocrates de l'Etat et les technocrates patronaux, qui se sont longtemps battus mais qui, à présent, ne s'opposent

---

(3) Il vient d'en sortir récemment après une dizaine d'années d'incarcération.

(4) Depuis, ce bon chrétien a récidivé dans un article du «Figaro», et cela malgré les exhortations du Pape dans «Populorum Progressio», demandant aux privilégiés de payer davantage d'impôts.

plus que sur des détails, fait que le phénomène de la technocratie devient extrêmement dangereux pour la société. Quand dans un organisme vivant les cellules échappent au contrôle de cet organisme — et c'est le cas pour la technocratie : rien ne la contrôle — on nomme cela le cancer. Nous risquons, avec la technocratie, de voir une véritable prolifération cancéreuse.

En face, qu'y a-t-il ? Les anciennes classes moyennes ? Elles disparaissent plus ou moins, leurs organisations sont partiellement noyautées par la technocratie.

Nous avons les nouvelles classes moyennes, techniciennes ; elles sont, en général, acquises à la technocratie parce qu'elles aspirent à y entrer.

Et, il reste le prolétariat qui, malgré sa « technisation », malgré qu'il se transforme lui aussi, représente, avec ses syndicats, encore une force énorme avec laquelle il faut compter.

Voilà, je crois, la principale raison d'être du mythe de la société des loisirs lancé par les technocrates : il faut amadouer l'ouvrier.

Les mutations

Avant d'examiner plus à fond ce mythe il nous faut encore étudier quelques mutations de la société, mutations qui donnent sa physionomie au processus qui rend ce mythe nécessaire.

Un des facteurs, des premiers, qui se trouve à la base de toutes ces transformations, décrites à multiples reprises sous la dénomination de « l'Accélération de l'Histoire », c'est l'explosion — le terme n'est pas trop fort — dans les sciences pures, aussi bien que dans les sciences appliquées et dans la technique qui se trouve en interaction avec elles.

Une des principales techniques, qui joue un rôle de plus en plus grand, est certainement le traitement de l'information. Fourastié — beaucoup de choses sont bonnes dans ce qu'il dit ; les technocrates, pour la plupart, sont gens intelligents qui connaissent bien leur sujet — Fourastié, donc, souligne que notre cerveau a trois faiblesses :

Premièrement, de ne considérer qu'une idée claire à la fois ;

Deuxièmement, la difficulté de réfléchir à long terme ;

Troisièmement, l'encombrement de l'esprit par les idées reçues.

C'est pour cela que la technique du traitement de l'information joue et jouera un rôle de plus en plus grand.

Le calcul électronique binaire, par oui ou par non, qui en 1943 n'était qu'au centième de seconde, se fait aujourd'hui au 800 milliardième de seconde.

Enumérons rapidement, en vrac, d'autres facteurs de l'explosion scientifico-technique :

Pour les télécommunications les possibilités de transmission ont été multipliées en 20 ans par mille ; les plastiques remplacent à présent même l'acier ; il y a de nouveaux métaux aux propriétés extraordinaires ; il y a les lasers aux possibilités encore inexplorées ; les machines-transfert commandées électroniquement ; la biophysique et la biotronique (à ce sujet, on arrive, par exemple, à coupler des appareils électroniques très perfectionnés avec, en bout, des réactions de petites mouches qui arrivent à déceler des gaz qui sont inodores et qui échappaient jusqu'alors à tout contrôle) ; et il y a évidemment les centrales atomiques et les bombes du même nom...

Les excès de puissance que ces dernières représentent, sont, même pour les technocrates, très inquiétants. En biologie, grâce à laquelle on peut à présent rendre viables les débiles, prolonger les vieillards, perfectionner l'homme normal (disent-ils) avec le doping physique et intellectuel, on prévoit même d'organiser l'hérédité des hommes. Devant cet autre excès de puissance Fourastié lui-même écrit :

Jean Rostand a insisté très souvent et très fortement sur le plus étonnant d'entre eux (les excès de pouvoir) : *le pouvoir de modifier les acides nucléiques qui assurent la continuité et la spécificité de notre espèce.*

Cela n'empêche pas Fourastié d'affirmer ensuite : *Nous sommes la génération de la découverte, donc la génération des essais !*

Les dégâts, évidemment, ça c'est une autre histoire !

Voici un passage savoureux qui donne une image de la tournure d'esprit technocratique :

Il est à peu près certain, écrit notre théoricien, *que le processus déjà en cours sera confirmé, qui conduit à désolidariser l'acte sexuel de la procréation et à faire de la procréation un acte technico-scientifique.*

Vous voyez, c'est très enchanteur comme perspective d'avenir ! Le grand technocrate pourra payer à sa fille du spermatozoïde de génie, alors que les autres évidemment...

Pour que les impatients ne se bousculent pas trop pour entrer dans ce paradis technocratique, Fourastié met en garde en disant :

Tout devient possible, mais pas tout de suite, ni tout en même temps.

Production d'abord !

D'après lui, tout dépend de la production qui est la base de tout : pour un technocrate il n'y a évidemment rien d'autre, c'est une déformation professionnelle. — Entre parenthèses, nous constatons quand même, ne leur déplaise à eux qui parlent beaucoup de socialisme, que le vrai socialisme n'a existé jusqu'à présent que dans des sociétés primitives, relativement pauvres mais stables, et que dans aucun des pays plus ou moins industrialisés, qui prétendent avoir réalisé le socialisme nous ne voyons de socialisme vrai. Alors il faut croire que la production seule n'est quand même pas tout.

Mais, enfin, entrons dans le jeu, et examinons un peu la production.

Alors là, les chiffres — je vous en donne beaucoup, mais c'est le sujet qui l'exige — les chiffres sont impressionnants : en 1942, à la naissance de Lafargue, un kilo de pain demandait encore une heure et demie de travail, alors qu'aujourd'hui, il n'en faut plus qu'un quart d'heure ; en 1910, un paysan ne nourrissait que 4,2 personnes alors qu'en 1963 un paysan nourrissait déjà 12 personnes ; en Amérique, à la même époque, il nourrissait déjà 31 personnes.

L'industrie, depuis Lafargue jusqu'en 1953, a doublé sa production ; et elle vient encore, en dix ans, de 1953 à 1962, de la doubler une nouvelle fois. Ceci se passait avant de Gaulle. Et, depuis, dans la foulée du Marché commun, la production continue à augmenter d'à peu près 5 % par an.

Il est sûr, comme nous l'avons déjà dit, qu'avec un tel développement de la possibilité de production, sans la technocratie et le planisme, nous aurions connu des crises atroces. Notre philosophe-technocrate dit ceci :

La durée du travail est le régulateur qui peut seul éviter la surproduction massive, les crises, le chômage. Sa réduction est ainsi au cœur des problèmes économiques de notre temps.

Ce qui reste à prouver. En tout cas, pour lui, la civilisation des loisirs n'est donc pas tellement une question sociale, c'est une simple technique de direction de l'économie.

Les 40 000 heures

Le livre de Fourastié s'appelle *les 40 000 heures*. Que signifie ce titre ? Pour l'auteur, en l'an 2050, l'homme moyen ne travaillera plus, au cours de sa vie, que 40 000 heures, c'est-à-dire 30 heures par semaine, 40 semaines par an, et cela pendant 35 années de vie active.

Plaçons cette affirmation dans sa perspective historique. Du temps de Lafargue un homme travaillait 202 000 heures car il travaillait 13 heures par jour, juste le dimanche de repos, et toutes les semaines de l'année, jusqu'à la fin...

Aujourd'hui, un homme ne travaille plus que 120 000 heures ; c'est-à-dire une moyenne de 47 heures par semaine, 49 semaines par an et cela pendant 52 années, jusqu'à la retraite à 65 ans.

Alors vous voyez, qu'en 85 ans, de Lafargue à nous, les heures de travail d'une vie d'homme ont effectivement diminué de 80 000 heures.

D'après les calculs de notre Technocrate du Plan, ce sont également dans les 85 années qui viennent, 80 000 heures qui vont encore être éliminées.

En somme, dans de telles prédictions, il n'y a rien d'utopique, puisque en Amérique, déjà actuellement, les 33 heures se généralisent, et que les électriciens de New York — qui assurent la formation professionnelle et ce qu'on nomme à présent le recyclage de leurs adhérents — ne travaillent plus que 25 heures par semaine, et cela, je le souligne, à la satisfaction des patrons.

Fourastié — toujours dans son optique de prospective — a fait le calcul suivant : si l'homme ne travaille plus que 40 000 heures, en enlevant le temps perdu pour dormir — parce qu'il prévoit la pilule pour éviter de dormir — le temps également perdu pour les obligations sociales : pour enterrer sa belle-mère, par exemple, ou courtiser une belle, etc., il resterait quand même encore à l'homme 370 000 heures de loisirs. C'est là-dessus qu'il table toute sa théorie : Nous passerons, dit-il, d'une *« situation de nécessité »*, qui obligeait l'homme à se pencher sur son travail, et ne lui laissait pas le temps de penser à autre chose, nous passerons de cette situation de nécessité à une *« situation de disponibilité »*. Et cette situation de disponibilité permettra à l'homme d'avoir des activités sociales bénévoles en dehors de son gagne-pain.

C'est évidemment un objectif honorable ; mais il y a le revers de la médaille.

Le bureaucrate-roi

Avant de voir cela de plus près nous devons encore étudier d'autres mutations qui se sont produites depuis Lafargue. Une d'elles est la migration vers le *tertiaire*.

Dans notre jeunesse nous avons déjà assisté à une migration du *primaire* — l'agriculture, les forêts et la pêche — vers la *secondaire* — l'industrie, les mines et le bâtiment.

Mais à présent nous assistons à une nouvelle migration du *primaire* et *secondaire*, vers le *tertiaire*, c'est-à-dire vers les services divers, les transports, les banques, les assurances, le commerce, le tourisme, les communications...

Je ne vais pas vous citer tous les chiffres mais en prenant 1901 et 1962 comme référence, nous avons pour l'agriculture 42 % de la population active qui tombent jusqu'à 20,6 % ; pour l'industrie 30 %, en 1901 et 38,6 % en 1962, ce qui représente une légère augmentation, mais on prévoit déjà une régression pour les années à venir ; alors que le tertiaire qui n'était que de 28 % en 1901 est monté en 1962 à 40,8 %. En Amérique, à titre de comparaison, puisqu'ils sont là-bas 20 ans en avance sur nous dans cette évolution, et que nous suivons à peu près la même filière, le tertiaire englobe déjà 57 % de la population active.

La pénurie de matière grise

Parallèlement à cette migration vers le tertiaire se poursuit l'intellectualisation de la production. Celle-ci se produit également à la campagne, encore qu'elle y soit moins sensible, mais un paysan d'aujourd'hui, quand en vacances on discute avec lui, n'est plus le paysan qui ignorait tout d'il y a cinquante ans ; maintenant, avec la généralisation des engrais chimiques, des antiparasites, des machines, des autos, de la T.V., ce n'est plus du tout le même homme.

Dans l'industrie, de 1952 à 62, c'est-à-dire en 10 ans, le nombre des ouvriers est tombé de 81 % à 54,8 %, alors que le nombre des employés est monté de 10,5 % à 29,2 % ; et que le nombre des techniciens et cadres est monté de 8,5 % à 16 %. Employés et cadres ont donc carrément doublé leur nombre.

Par ailleurs, la fonction de l'ouvrier est, elle aussi, devenue plus intellectuelle, si l'on peut dire ; il est certain qu'un ouvrier qui à présent dirige une machine hautement perfectionnée, doit avoir d'autres capacités que celui qui poussait une brouette.

Lié à tout cela, il y a évidemment le développement de l'Enseignement, qui absorbe actuellement 35 % du revenu national.

Du grand besoin des gens instruits, découle également un glissement dans les classes sociales. En 1900 c'était le fils de bourgeois, uniquement, qui devenait bachelier ; il y en avait 1 %, tandis que maintenant, nous avons déjà 15 % de bacheliers, et, en 1985, ceux qui iront à l'école jusqu'à 18 ans représenteront 85 % des effectifs.
baveux, des idiots, le tout formant une indes-

Or, la bourgeoisie et la technocratie minoritaires sont incapables de fournir à eux seuls tous les cerveaux nécessaires. Nous constatons que 10 % parmi les enfants privilégiés sont absolument inadaptés aux études ; 20 % arrivent très laborieusement au bac, en bachotant après 18 ans ; 35 % arrivent laborieusement jusqu'à la licence ; et il n'y en a que 25 % qui font des études satisfaisantes, et 10 % qui sont brillants. Cela est nettement insuffisant pour occuper tous les postes.

Cette pénurie de cerveaux déterminera ce que Fourastié nomme la loterie génétique. La place sera à celui qui sera très doué, qui aura de grandes possibilités — évidemment les protections joueront toujours — mais, quand même, il faudra puiser dans les classes pauvres pour trouver des hommes capables de diriger l'économie et l'industrie moderne.

L'évolution très rapide, aussi bien de la science que de la technique, crée d'autre part la nécessité du recyclage périodique dont nous parlions à propos des électriciens de New York ; on prévoit que les professeurs d'hier devront aller à l'école des élèves d'aujourd'hui. De là, une transformation dans les mœurs de l'enseignement qui a déjà été poussée très loin en Amérique, dans des groupes de travail, etc.

La revanche féminine

Autre mutation, la condition féminine.

Le fait même que la force physique ne joue plus de rôle dans le tertiaire donne un large débouché aux femmes, où elles sont passées de 20 à 50 % des effectifs.

Avec une égalité de salaire, qui a de plus en plus tendance à s'imposer, vient également l'indépendance et la liberté sexuelle.

Reste, quand même, qu'au Congrès des femmes-cadres, tenu à Royaumont en juillet 1966, les

congressistes-femmes ont tiré la conclusion que leurs consœurs, même très douées, fuyaient les situations par trop brillantes par crainte de rester vieilles filles.

La femme d'aujourd'hui ne cuit plus le pain du ménage, ne coud plus les habits de la famille, ne va plus chercher l'eau au puits, ne va plus au lavoir, ne fait plus du feu de bois, mais malgré les appareils électro-ménagers, elle consacre toujours quasiment autant d'heures de travail à la maison, parce que les exigences d'hygiène, les exigences d'esthétique et celles de l'éducation des enfants se sont développées parallèlement.

La vie du couple, par répercussion, se modifie : alors que la moyenne de vie en 1840 encore était de 20 ans, elle est aujourd'hui de 70 ans. La vie conjugale se prolonge aussi ; pas étonnant si les divorces se sont multipliés ; toutefois, depuis 1937, leur pourcentage s'est stabilisé. Si dans des départements très arriérés du point de vue économique, comme la Lozère, on ne constate que 2 % de divorces, dans la région parisienne nous en enregistrons 18 % ; on citait toujours l'Amérique, mais aux U.S.A. il n'y a que 20 % de divorces ; la région parisienne a presque rattrapé l'Amérique dans ce domaine aussi.

Malgré toutes les innovations de crèches et autres institutions, qui avaient été lancées en Russie à grand fracas, le rôle de la mère pour élever les enfants reste quand même essentiel.

La marée humaine

Et nous en arrivons à un des grands problèmes, extrêmement épineux, du moment, il s'agit encore d'une « explosion » : celle de la démographie.

Grâce à l'hygiène, à la médecine, mais aussi à l'augmentation de la production, nous n'avons plus ni peste ni famine.

De plus, la mortalité infantile, qui était de 23,5 % en 1770, a été réduite à 2,2 % en 1963.

Et si du temps de Lafargue la population mondiale était encore de un milliard, ce qui donnait 10 humains au km2, elle est aujourd'hui de 3,5 milliards, avec 35 humains au km2.

Si cette cadence de reproduction est maintenue nous aurons dans l'an 2300, ce n'est pas tellement loin, mille milliards d'humains sur terre : toute la Terre sera alors peuplée à la densité de New York : 13 200 humains au km2 ; et non pas seulement toute la Terre, mais la Lune, Mars et Vénus également !...

Quand on entend les sophismes de ceux qui, avec des visées impérialistes, poussent à la surpopulation, et qu'on réfléchit sur ces chiffres, on a peur pour l'avenir de l'humanité. Fourastié, tout technocrate qu'il est, écrit très justement :

Le problème de la maitrise et de la stabilisation du nombre des humains sera donc un des problèmes des siècles qui viennent..., il est dramatique en soi, mais s'il se pose dans un climat de compétition internationale il risque de conduire à des extrémités atroces.

Il est évident que maintenant que les régulateurs naturels ont disparu, il faut que l'homme les remplace par des régulateurs artificiels, ça ne fait pas l'ombre d'un doute ! Et il ne faut pas amuser le public avec des histoires de calendrier Ogino, qui n'est qu'une vaste mystification, ni avec des discussions sur la pilule comme si c'était le seul remède, alors qu'il y a le stérilet, le pessaire, les produits chimiques en application locale, et ainsi de suite, qui sont des moyens efficaces et sans danger.

Il ne faudrait pas non plus laisser le règlement de ce problème mondial à l'initiative de tel et tel gouvernement, mais il serait urgent de convoquer une conférence internationale du *désarmement démographique*. Parce qu'il s'agit là, qu'on le veuille ou non, d'une politique guerrière anachronique dans notre monde devenu trop petit.

(A suivre.)

M. LIME.

L'IMPOT SUR LE SUPERFLU? OUI! — SUR LE NECESSAIRE? NON!

Dans l'encyclique « Populorum Progressio » le Pape recommande aux riches d'aujourd'hui (qui sont les technocrates) de « payer davantage d'impôts pour que les pouvoirs publics puissent intensifier leurs efforts pour le développement » du Tiers Monde. Il met, en somme, au goût du jour, la parole du Christ : « Donnez à César ce qui est à César... »

Pourtant Jean Fourastié qui se veut le théoricien de la technocratie, qui, par ailleurs, se dit bon chrétien, et qui nous confie dans son dernier livre (« Pour une Morale prospective ») qu'il est un lecteur passionné de la Bible, Fourastié, donc, porte-parole des technocrates, n'est pas du tout d'accord pour payer plus d'impôts ! Il trouve que ses commensaux en payent déjà trop. Dans « le Figaro » (3-4-67), sous le titre hargneux « Cet impôt sur le revenu », il part de nouveau en guerre contre la méchante « surtaxe progressive » qu'il avait déjà clouée au pilori dans son livre « Les 40.000 heures ».

Pensez donc, à partir d'un « salaire » de 70.000 F (7 millions anciens), un pauvre petit technocrate célibataire se voit imposé à 70 pour cent. De ceux qui gagnent plus, beaucoup plus, il ne parle pas. Ça veut dire qu'un de ces petits technocrates marié, avec deux enfants, est imposé à ce taux à partir de 210.000 F (21 millions anciens), ce qui fait qu'il lui restera toujours encore 63.000 F (6,3 millions anciens) pour acheter son pain sec ! On comprend qu'il puisse envier le manœuvre privilégié qui, du fait qu'il ne gagne même pas ses 7.200 F par an (impossible à convertir en millions anciens) a cet avantage appréciable de payer beaucoup moins d'impôts...

Dans l'argumentation de cet humoriste involontaire qu'est Jean Fourastié, une chose toutefois à retenir, c'est qu'en laissant les barèmes de l'impôt fixes, calculés en 1945 pour rogner sur le superflu, alors que la vie augmente par suite de la dévaluation, qui entraîne la hausse **nominale** des salaires, l'ouvrier doit donner un **pourcentage** de plus en plus grand de ce salaire qui ne représente pourtant que le strict nécessaire. « Il suffirait, a calculé Fourastié, d'attendre 1995, sans modifier la loi, pour que l'ouvrier moyen soit atteint par ce taux maximum. » C'est-à-dire, au train où vont les choses, dans 28 ans déjà l'ouvrier devra laisser, tout comme les technocrates qui gagneront alors des milliards, 70 pour cent de son salaire pris sur le strict nécessaire pour vivre !

Voilà où est le scandale, cette hypocrite augmentation des impôts qui se fait sur les petits et moyens salaires alors que les grands technocrates restent, eux, au même pourcentage.

Puisque le gouvernement est partisan de l'étalon-or, une réévaluation des pourcentages de l'impôt, d'après les barèmes appliqués en 1945, serait une première mesure de justice sociale.

Quant à Fourastié, lecteur assidu de la Bible, et qui est, je suppose, partisan d'un œcuménisme chrétien, je lui recommande de méditer ce passage de Populorum Progressio :

« Pour les nations comme pour les hommes l'avarice est la forme évidente du sous-développement moral. »

M. L.

A propos de l'hommage à Freinet

Par la plume de J. Roux, la R.P. a rendu à Freinet, mort en octobre dernier, l'hommage qu'elle se devait de lui rendre. Etant de ceux qui veulent donner la parole à tous les hommes, l'initiateur de l'Imprimerie à l'Ecole pensait qu'il faut commencer par la donner aux enfants. Et donner la parole aux enfants, pour l'instituteur qui les a dans sa classe et leur apprend à s'exprimer, voilà qui prend tout son sens.

On n'en finirait pas de réfléchir sur l'entreprise de Freinet. Je me contenterai d'ajouter deux remarques, avec leurs conséquences, à ce qu'a dit Roux.

***

La première est que Freinet fut dans sa Provence un instituteur de village.

Il était paysan dans l'âme. Cela conduisit même certains de ses disciples à se séparer du mouvement qu'il avait créé, considérant qu'il tenait un compte insuffisant des conditions faites à l'enseignement dans les écoles des grandes villes. Dans le village, comme il y a le boulanger, le forgeron, il y a le maître d'école, dont le métier est de faire que les petits paysans qu'il a pour élèves deviennent des hommes. La pédagogie de Freinet est artisanale. C'est à son propre jugement qu'il se fiait. Il n'a pas eu besoin, pour élaborer ses méthodes, que lui viennent d'en haut lumières ou directives. C'était assez de la conscience, dans tous les sens de ce mot, avec laquelle il faisait son métier. Il lui a suffi de réfléchir sur son expérience. Le bon sens dit Descartes, est la chose du monde la mieux partagée.

Ce que je voudrais souligner, c'est que les méthodes de Freinet ne doivent rien à cette psychopédagogie prétendument scientifique dont on nous rebat les oreilles. Cette pseudo-science, cultivée par des gens qui ignorent le métier d'éducateur ou s'en sont très vite lassés, n'a pu que justifier après coup certains procédés de ce maître d'école. Encore en a-t-on jusqu'ici conseillé l'application sans prononcer son nom : il est dangereux de prononcer avant sa mort le nom d'un homme libre.

Au mois d'avril, dans « Le Monde », un article consacré au congrès tenu à Tours par l'Institut coopératif moderne notait, chez ces « primaires » que sont les disciples de Freinet, « une certaine méfiance à l'égard de la recherche universitaire avec ses laboratoires et son langage abstrait ». C'est rester dans le bon chemin. Alain, en des propos que les instituteurs pouvaient lire autrefois dans « l'Ecole Libératrice », les détournait de recourir aux travaux des psychologues : « Ici, sans craindre de me tromper, je puis dire aux instituteurs de ne pas se fatiguer à ces vaines et confuses recherches ; ils n'en tireront rien ». Freinet disait de son côté qu'on ne pouvait trouver aucune aide dans ce « balbutiement ». Si demain, au nom de la science, on décidait dans les bureaux de généralisation l'emploi des techniques de Freinet, un maître qui ne les appliquerait que pour obéir à ces importants dont regorgent l'administration et les facultés resterait plus étranger à l'esprit de l'inventeur que le maître qui se crée ses propres procédés en conservant ce que sa propre expérience et son propre jugement lui font trouver de bon dans les méthodes traditionnelles d'enseignement.

Plus longtemps le métier d'éducateur restera un métier d'artisan, mieux cela vaudra. Sauf pour l'apprentissage des langues étrangères, il gagnera peu et perdra beaucoup à se transformer par l'emploi de ces « machines à enseigner » qu'on expérimente outre-Atlantique. Mais aujourd'hui une technocratie se constitue dans l'enseignement, où moins qu'ailleurs elle a de raison d'être. La première manifestation en a sans doute été l'élaboration du célèbre plan Langevin-Wallon. La réforme de l'enseignement étant, en partie du moins, une affaire de gouvernement, un plan est nécessaire, et tout n'est pas mauvais, loin de là, dans celui qu'ont établi ces deux admirateurs de l'U.R.S.S. D'ailleurs les syndicats des divers ordres d'enseignement ont été incapables de se mettre d'accord pour en proposer un. Mais aux yeux de Wallon, adepte de la psychologie prétendument scientifique comme il l'était du socialisme prétendument scientifique, c'est dans les laboratoires de psychologie et dans les conseils gouvernementaux qu'on devait décider de l'éducation à donner aux enfants.

Le psychotechnicien à l'usine, le psychologue scolaire ou le conseiller psychologue dans la classe, sachons apercevoir en quelle dépendance ils contribuent à réduire les hommes. Le progrès scientifique est devenu le moteur de l'histoire. Par les applications pratiques des sciences, qu'il s'agisse des vraies sciences que sont les sciences physiques ou de ces soi-disant sciences qu'on appelle sciences humaines, de plus en plus la société industrielle prive les hommes d'initiative, leur enlève, dans leur travail, l'exercice de leur jugement.

Il est souhaitable que les instituteurs et les professeurs restent autre chose que les exécutants dociles de la volonté des dirigeants, quels que soient ceux-ci. Ils doivent être capables de dire non aux technocrates de l'Education nationale, quelles qu'en soient d'ailleurs les opinions politiques, et d'abord à leurs délégués, les psychologues scolaires. Freinet n'avait nul besoin de ces gens-là dans sa classe. Personne ne pouvait mieux que lui connaître ses élèves. Aussi bien est-il l'auteur d'un « Essai de psychologie sensible » dont le titre n'est pas sans rappeler celui de l'ouvrage qu'un autre autodidacte, Jean-Jacques Rousseau, s'était proposé d'écrire : la « Morale sensitive ». Et c'est la même attitude qui le gardait, Roux a bien fait d'insister là-dessus, de s'en laisser imposer par la médecine officielle.

Cet esprit d'indépendance que Freinet a en commun avec Alain, dont la pédagogie est à certains égards — mais moins qu'on ne l'a dit — si différente, se respire aussi dans ce qu'un professeur d'école normale d'instituteurs, Albert Thierry, écrivait avant 1914 dans « la Vie ouvrière », et qui est recueilli dans ses « Réflexions sur l'Education ». Personne n'a plus nettement désigné le carcan que les hommes ont plus que jamais à redouter : « l'abstraction dirigeante ». Contre elle il n'y a de salut que dans la pensée individuelle, dans la libre réflexion. Et l'abstraction dirigeante, aujourd'hui, ne nous le dissimulons pas, c'est la science, vraie ou prétendue.

Tandis que par la puissance et le prestige de la science les ouvriers d'Europe et des Etats-Unis se sont laissés enchaîner au char de triomphe de la société industrielle, un peu partout ailleurs, en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud, a commencé la grande révolte des paysans. Les rapides transformations de la production ont mis le pouvoir économique aux mains des technocrates non seulement à l'Ouest, mais à l'Est, après que les ouvriers s'y furent laissé escroquer le pouvoir politique, au nom du socialisme scientifique, par ces technocrates de la révolution que Lénine avait appelé révolutionnaires professionnels. Les prolétaires des pays industrialisés ont été impuissants à réaliser les rêves que leurs pères avaient faits. La vie n'a plus d'autre but que la consommation. Et rien

de tel que l'**american way of life** pour procurer aux hommes le plus possible de nourriture, de boisson, de vêtements, d'autos, d'articles de luxe, de gadgets, de produits pharmaceutiques, de voyages organisés, de bruits, d'images du cinéma ou de la télévision. La révolution sociale a cessé d'avoir le visage d'une insurrection ouvrière pour prendre ici et là, dans le Tiers-Monde fort éloigné encore de cette abondance, celui d'une jacquerie toujours renaissante. Peut-être sous ce nouveau visage va-t-elle déjà vers une nouvelle duperie. Une expérience longue et amère a enseigné aux travailleurs qu'ils ne doivent laisser personne penser et décider à leur place. A cet égard l'exemple d'un petit instituteur de campagne est à méditer.

***

Ma seconde remarque entraînera des réflexions qui se relieront à celles qu'a entraînées la première : Freinet eut maille à partir avec l'administration. Il ne fléchit pas. Il n'en fit qu'à sa tête. Il sut dire non à l'Etat et à son représentant le plus proche : Monsieur l'Inspecteur. Il peut arriver encore dans l'avenir que l'administration ne tolère pas certaines initiatives dans une école publique. Il ne resterait au maître qu'une ressource : ouvrir une école libre. Il faudrait à une telle tentative, outre la ferveur et la persévérance du maître, l'appui de quelques familles, peut-être aussi celui d'associations comme les conseils de parents d'élèves ou — pourquoi pas ? — le syndicat des instituteurs. Mais on s'interdit une telle possibilité quand on réclame, comme on le fait souvent dans les syndicats de la F.E.N. et au Comité national d'action laïque, la nationalisation de l'enseignement. Que les fonds publics aillent exclusivement aux écoles publiques, fort bien. Mais que soit maintenue la liberté de fonder d'autres écoles. Freinet fut réduit à en fonder une. D'ailleurs, l'expérience aidant, le mot de nationalisation devrait toujours susciter quelque méfiance, de même que le mot de socialisme, l'expérience aidant, devrait toujours évoquer le risque d'une oppression de l'individu par la société.

Il est bon qu'on ait brisé les chaines de la religion. Encore ne faudrait-il pas contribuer, par fanatisme anticlérical, à rendre plus lourdes d'autres chaines. Ce n'est pas la moindre leçon d'un instituteur qu'il ait su se passer des technocrates de l'enseignement, les psycho-pédagogues, et de l'Etat. Même perdue d'avance une bataille n'est jamais tout à fait perdue, si elle est livrée.

Georges LAMIZET.

Trois expériences de gestion ouvrière

En Italie, les travailleurs prennent en mains une usine vouée à la faillite par le patron.

L'hebdomadaire anarchiste italien « Umanità Nuova » du 27 mai dernier a publié une information relative à une expérience de prise de possession d'une usine par les travailleurs qui mérite d'être connue.

Voici les faits, tels que les rapporte le journal anarchiste :

« Les patrons voulaient licencier les ouvriers, mais ce sont les ouvriers qui ont licencié les patrons ». Cette phrase du camarade Ferrari, secrétaire de la F.I.O.M. de Modène, résume fort bien, nous semble-t-il, l'histoire des « Fonderies Réunies » devenues en totalité la propriété des 250 ouvriers, employés et techniciens qui travaillent dans l'entreprise et qui la dirigent. Justement ces jours derniers, le tribunal de Modène a déclaré la cessation de l'administration contrôlée, laissant la voie libre à la société par actions constituée en mars 1966 entre les travailleurs pour gérer directement l'usine, éviter la faillite et sa fermeture. Faillite et liquidation à laquelle voulaient arriver les industriels vieux propriétaires afin de décharger sur les épaules des travailleurs la masse de dettes accumulées au cours d'une gestion désastreuse.

Le programme était très simple : fermeture de l'entreprise, liquidation, et puis éventuelle réouverture en licenciant du personnel et en réduisant les salaires. On était à la fin de 1965. La réponse des ouvriers, employés et techniciens fut tout aussi simple, mais plus ferme : pas de fermeture, pas de licenciement, occupation de l'entreprise. L'occupation dura 40 jours, et les travailleurs gagnèrent. Toute la ville de Modène était avec eux : les commerçants firent crédit, les gens portèrent assistance aux travailleurs qui vivaient nuit et jour dans l'usine, la municipalité elle-même qui se porta garante auprès d'une banque de la ville. Il y eut même quelques clients qui firent des prêts. Mais, ce fut surtout la victoire de l'unité ouvrière.

Et le 17 mars 1966, il y a un peu plus d'un an, les « Fonderies » reprenaient le travail avec une gestion provisoire sous le contrôle du tribunal. Les actions étaient passées dans les mains des travailleurs qui, avec beaucoup de courage, avaient pris en charge toutes les dettes accumulées par des patrons. Tout le personnel était convaincu que l'entreprise pouvait vivre.

L'assemblée des travailleurs nomma un conseil d'administration : un ouvrier, deux employés, un ingénieur de fabrication, un chef de section. Ce dernier fut élu président.

Les « Fonderies » de Modène sont une des quelques entreprises italiennes qui produisent de la fonte malléable et des fontes de type particulier. Il s'agit donc d'une entreprise spécialisée. C'est aussi une entreprise qui a une longue et glorieuse histoire de lutte ouvrière, et ceci compte le plus dans l'expérience entreprise depuis un an.

En effet les sacrifices ont été grands : quatre mois de travail sans être payé, tous à la même enseigne, ouvriers et techniciens, un travail intensif sur tous les plans : afin de commencer à payer les dettes, améliorer la production, réorganiser les diverses sections. Bref pour faire renaître l'entreprise qui était en train de devenir leur propriété.

La bataille a été gagnée ainsi : en augmentant la production et la productivité qui n'a jamais été aussi élevée que maintenant, en réduisant au minimum les frais généraux, en réduisant les écarts de salaires qui étaient très grands. Il n'y eut aucun licenciement, mais de nouveaux employés et finalement un salaire régulier avec toutes les augmentations prévues par la convention collective. Et la certitude que dans l'année tous les salaires arriérés seront payés. Car, « du travail, il y en a... »

Voilà un bel exemple pour les travailleurs : une usine qui allait fermer et jeter sur le pavé

250 personnes. Au lieu d'aller pleurer dans les basques du gouvernement, les ouvriers des « Fonderies » de Modène ont pris l'usine en main. Et il la font marcher mieux que les patrons. C'est maintenant leur usine.

D'autre part on a pu lire ce qui suit dans le *Figaro* du 30 juin, sous la signature de M.-P. Hamelet.

Exceptionnelle réussite des communautés de travail espagnoles

Au cours d'une conférence-débat à la Maison internationale des chemins de fer, la fédération française des Communautés de travail a fait connaître l'existence d'une « étonnante réalisation en pays basque espagnol ».

En 1956, nous ont déclaré les dirigeants de « l'Entente communautaire », *cinq jeunes gens, issus de la même école professionnelle, décidèrent de créer à Mondragon un petit atelier. Depuis, cette entreprise est devenue une usine ultra-moderne de près de mille travailleurs. Autour d'elle trente-cinq communautés industrielles s'égrènent aujourd'hui de Bilbao à San-Sebastien, groupant 5.000 associés. Le financement est assuré uniquement par les travailleurs et par la population, grâce aux trente bureaux de la Caisse coopérative de crédit fondée en 1959. Une industrie de haute technicité en continuelle expansion, une présence concurrentielle sur les marchés internationaux, une structure qui concilie à la fois l'efficacité économique et la démocratie sociale, voilà ce qui a été réalisé en un peu plus de dix ans d'efforts enthousiastes.*

Ce complexe industriel (Ularco), né du petit atelier originel est spécialisé dans l'électro-ménager, les composants électroniques, les pièces de régulation thermiques, la fonderie, les machines-outils. Son chiffre d'affaires s'élève à 1.480 millions de pesetas, soit environ 130 millions de francs et les investissements, couverts entièrement par les fonds propres, représentent 820 millions de pesetas, soit environ 70 millions de francs.

Cette réussite exceptionnelle démontre l'efficacité des conceptions communautaires qui sont également représentées en France depuis 1945 et qui animent actuellement, dans notre pays, une trentaine de communautés de travail fonctionnant sous le régime des coopératives de production. L'évolution actuelle des conceptions sociales et des structures industrielles, l'encouragement apporté par les pouvoirs publics aux méthodes d'intéressement vont dans le sens du mouvement communautaire qui pourrait ainsi trouver son second souffle et connaître un développement nouveau.

En Yougoslavie, progrès de l'autogestion libérée de la tutelle de l'Etat.

Enfin dans le *Figaro Littéraire* (n° 1107) à propos de la Yougoslavie :

A l'exposition automobile de Belgrade, fin avril dernier, des particuliers ont acheté des voitures coûtant huit millions de dinars (trente-deux mille nouveaux francs). S'ils constituent l'exception, il reste que la capitale yougoslave connait des embarras de circulation, qu'y trouver une place pour stationner n'est pas facile... C'est l'autogestion qui a déclenché l'extraordinaire situation actuelle. Officiellement, elle est en vigueur depuis pas mal d'années. En fait, elle est seulement une réalité depuis la réforme économique de 1965. L'autogestion, cela signifie que l'Etat, contrairement à ce qui se passe dans les autres pays socialistes, a renoncé à toute intervention dans la marche des entreprises. Celles-ci sont désormais dirigées par des conseils, émanations du personnel, élus par lui. Il faut entendre *entreprise* dans l'acception la plus large du terme. Cela va du petit hôtel ou de la boutique aux chemins de fer et aux postes. L'Etat-patron, qui prolifère partout ailleurs, n'exerce plus son autorité que sur les ministères et organismes fédéraux. Encore existe-t-il chez ces derniers des conseils qui disent leur mot sur les problèmes d'avancement, de gratifications, etc.

***

A ce propos on lit dans les *Nouvelles Yougoslaves* :

« Il s'agit de transformer le socialisme yougoslave, de révolutionnaire - étatiste en autogestionnaire ; il s'agit d'une société historiquement nouvelle que l'on pourrait qualifier de commencement du commencement de l'avènement de la société sans classes.

« Il se constitue en Yougoslavie une société qui se fonde sur la nécessité de voir la classe ouvrière disposer de la totalité des produits de son travail ainsi que de l'accroissement des moyens de production, et, pour cela, gérer directement toutes les affaires dans tous les domaines. »

Progression de la production industrielle

Les communistes ne manquent jamais de vanter le système de production soviétique qu'ils ont baptisé « socialiste », mais qui est en réalité étatique. Selon eux ce système bat tous les records de progression de la production. En fait, si l'Union soviétique a montré dans le passé des taux de progression plus élevés qu'en Occident, c'est parce qu'elle était un pays sous-développé et qu'il est plus facile et techniquement possible d'augmenter en un an de 100 % une production électrique de un milliard de kw alors que c'est techniquement impossible de le faire pour une production qui s'élève déjà à 100 milliards de kw. Autrement dit, plus un pays a déjà une production élevée plus faibles sont ses taux de progression. Cela ne veut pas dire que l'augmentation de sa progression soit moindre que celle des pays qui ont des taux de progression élevés. En effet, n'importe quel écolier, fût-il le dernier de la classe, sait que 10 % de un million est plus élevé que 100 % de mille.

Mais voici une statistique qui émane du ministère de l'Industrie français qui nous montre comment a évolué la progression de la production industrielle de 1958 à 1965 dans une certain nombre de pays (1).

D'après ces données, il apparaît que le pays qui a eu le plus grand taux de progression ce n'est pas l'Union soviétique, mais le Japon, qui avec un indice de 258 surclasse nettement l'U.R.S.S. qui n'atteint que l'indice 184. Avant l'U.R.S.S., parmi les pays qui ne se disent pas socialistes, il y a encore Israël 242, Formose 239, la Corée du Sud 221, l'Espagne 190.

Parmi les dix pays qui viennent en tête, il y a cinq pays qui appartiennent à ce qu'on appelle le monde occidental et cinq qui appartiennent au monde dit « socialiste ».

Voici ces dix pays avec leur indice de production en 1965 sur la base de 100 en 1958.

Japon	258
Bulgarie	249
Roumanie	244
Israël	242
Formose	239
Corée du Sud	229
Yougoslavie	217
Espagne	190
U.R.S.S.	184
Pologne	181

Notons que la France ne vient qu'en 29e position avec un indice de 141 et les Etats-Unis en 23e position avec 153.

Il est évident qu'une augmentation de la production industrielle des Etats-Unis de 53 % représente en chiffres absolus plus que les 84 % de l'U.R.S.S.

(1) « Annuaire de statistique industrielle » 1966.

A travers les LIVRES

QU'EST DEVENU BEN BELLA ?

Brochure éditée par le *Comité pour la défense d'Ahmed Ben Bella et des autres victimes de la répression en Algérie.* Librairie « François Maspéro », 40, rue St-Séverin, Paris (Ve).

Le 19 juin 1965, le coup de force militaire du colonel Boumedienne a privé Ben Bella non seulement de ses fonctions de Président de la République algérienne, mais encore de toute liberté. Cela dure depuis plus de deux ans. On ne connaît même pas le lieu de la détention. Madame Ben Bella n'a pu voir son fils qu'avec des précautions extraordinaires : fourgon sans fenêtres, voyage nocturne, itinéraire compliqué. Il paraît d'ailleurs vraisemblable que le lieu de détention varie souvent.

Le Comité qui publie la brochure, et qui est composé des personnes habituelles en ce genre de questions (F. Mauriac, Sartre, etc.) rend compte des efforts qu'il a faits : démarches auprès de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, ainsi qu'auprès de divers ambassadeurs d'Algérie, des chefs des Etats arabes et de l'Association Internationale des Juristes démocrates. Espérons que ces efforts seront bénéfiques au principal intéressé et aux quanrante-neuf autres victimes dont la brochure donne la liste. — *J.P.*

***

UN CENT CINQUANTENAIRE : HENRI-DAVID THOREAU

Les camarades des temps héroïques de la R.P. n'ont pas oublié la découverte d'un original qui leur fut révélé dans ces années vingt. Léon Bazalgette, en même temps qu'il nous traduisait les essais, sous le titre : *Désobéir*, nous offrait la vie, hors série d'*Henry Thoreau, Sauvage*. En même temps paraissait, traduit par Louis Fabulet : *Walden, ou la Vie dans les Bois*. L'individualiste qui s'isola pendant deux ans pour une expérience de vie « naturelle » au bord de l'étrang de Walden, près de la petite ville de Concord, nous était cher aussi pour la part qu'il prit dans le soutien à John Brown. Le doux rêveur « transcendantaliste » savait aussi prendre parti pour les hommes opprimés, et les esclaves noirs, en particulier. Né le 12 juillet 1817, mort en 1862, il était temps que l'on reparle de lui, à l'occasion du 150e anniversaire de sa naissance. Tout ce qui avait été traduit de lui en France était devenu introuvable. Nous avons tenté de mettre sous les yeux des jeunes quelques-uns des textes principaux de ce curieux homme. En novembre, et nous en reparlerons, doit paraître, avec le *« Plaidoyer pour John Brown »*, l'essai sur la *« Désobéissance civile »* si important par ses conséquences, de Gandhi à Martin Luther King, ceci chez Pauvert. *Walden* doit être édité en volume bilingue chez Aubier. Ce mois de juillet doit sortir, surtout, une large contribution à Thoreau dans la revue « Europe ». Ce numéro doit d'ailleurs être conjugé avec le centenaire de Ramuz. Pour Thoreau, tant français qu'américains, ont collaboré, et j'ai moi-même essayé de placer Thoreau dans sa lignée de pensée. C'est pourquoi je ne veux pas insister ici sur cette situation. Je crois pourtant qu'il était nécessaire, à la R.P., de ne pas oublier un homme qui fut un ouvrier véritable, et le type même de l'individu complet. Cet élève de Harvard, ce philosophe qui, des premiers, connut en Amérique la pensée de l'Extrême-Orient, était aussi capable de se servir de ses dix doigts, sachant tout faire, depuis son bateau, pour voguer sur la rivière Concord, à la cabane qu'il bâtit au bord de l'étang de Walden. Un homme, opposé à toute exploitation des hommes, autant qu'à la vie artificielle et stupide de la plupart de ses contemporains. Que dirait-il aujourd'hui, devant notre « civilisation » robotisée ? Le naturaliste de valeur, l'écrivain devenu un « classique » de la littérature anglo-saxonne — après sa mort naturellement ! — ne doivent pas nous cacher le non-conformiste dont l'exemple reste vivant et durable. Sans « propagande », je signale simplement que nous avons fondé une « Société des Amis d'Henry-David Thoreau », 7, rue de Montyon, Paris-9e. (branche française de la « Thoreau Society »). — *Louis SIMON.*

Louis SIMON.

***

DES CONTES DE HAN RYNER

L'Amitié par le Livre édite un volume de *Contes* de Han Ryner. Ces *Contes* sont inédits en librairie, et ont été recueillis dans des publications à présent introuvables - certaines ont déjà 80 ans ! Ils montrent la diversité du génie d'écrivain constructeur, soit contes populaires occitans, contes *prophétiques*, ou fantastiques, histoires dramatiques, ce livre surprendra les lecteurs habituels de Han Ryner. Il va sortir, illustré d'un beau frontispice du peintre Léo Hézarifend. Le prix de souscription est encore maintenu 15 F, à adresser, soit au nom de Louis SIMON, secrétaire général des « Amis de Han Ryner », 3, Allée du Château, 93-Pavillon-s-Bois - C.C.P. 2198-45, Paris. soit à Camille BELLIARD, L'Amitié par le Livre, 50-Blainville-sur-Mer, C.C.P. 6666 Paris.

L'assemblée de la coopérative « Les Editions Syndicalistes »

L'Assemblée générale de notre Coopérative s'est tenue le samedi 1er juillet 1967,, au siège social : 21, rue Jean-Robert.

Le quorum statutaire étant largement atteint, puisque 49 actionnaires sont présents ou représentés, il est procédé à la désignation du Bureau et notre camarade *A. Capelle*, élu président, donne lecture de l'ordre du jour.

— L'Assemblée prend d'abord connaissance des comptes de l'année 1966, vérifiés par les commissaires aux comptes *M. Mailland* et *L. Guyard*. Le bilan est déclaré correct et adopté à l'unanimité, puis la démission pour raison de santé, de notre camarade Mailland nous ayant été communiquée, c'est *L. Simon* qui est chargé de le remplacer, en association avec Guyard. Notre camarade comptable *L. Devarennes* excusé, est en congé de convalescence.

— Le Conseil d'administration est reconduit et complété par les camarades *Malfatti* et *Michaud*. Il sera renouvelable par tiers à partir de 1968.

— La discussion porte ensuite sur le compte rendu d'activité. Notre camarade *R. Guilloré*, P.D.-G., souligne tout d'abord que cette activité est dominée par la publication des 3 derniers ouvrages édités : *« La Presse quotidienne »* de *N. Faucier* qui représente un succès incontestable ; *« Les Syndicats américains »* de *M. Lime*, dont la vente se poursuit normalement ; *« J'avais 20 ans »* de *R. Michaud*, que nous devrons diffuser avec soin dès la rentrée.

— Les prévisions d'édition sont alors étudiées. après discussion, l'assemblée charge le conseil de désigner un comité de lecture.

Sont retenus pour examen plusieurs ouvrages :

— De *P. Rimbert* « l'Evolution du capitalisme ».

— De *M. Lime* « La Civilisation des loisirs ».

— de *M. Body* *« L'Opposition ouvrière en U.R.S.S. »*, ainsi qu'une étude sur Pelloutier qui sera présentée ultérieurement par le Comité.

— En fin de séance, *Capelle* donne lecture d'une lettre et d'un document adressés à l'Assemblée générale des Editions Syndicalistes par *R. Hagnauer*.

LES FAITS DU MOIS

JEUDI 1er JUIN. — Le Sénat repousse les **pouvoirs spéciaux** du gouvernement par 215 voix contre 30.
A Bruxelles, accord pour l'entrée en vigueur du **Marché commun** des céréales.
En **Tunisie**, réintégration d'Ahmed Tlili dans le parti du Destour, qui l'avait exclu il y a deux ans.

VENDREDI 2. — **De Gaulle** déclare que l'Etat qui le premier prendrait les armes au Moyen-Orient n'aurait ni son approbation ni à plus forte raison son appui.

SAMEDI 3. — **En Israël**, le général Moshe Dayan devient ministre de la Défense.
Alger et Damas désapprouvent la réconciliation égypto-jordanienne.

LUNDI 5. — **Israël** « rend le coup une seconde avant de l'avoir reçu ». Tel Aviv et Le Caire s'accusent réciproquement d'agression. Scènes d'enthousiasme au Caire. L'aviation arabe est détruite.
Le Belge Jean Rey est élu président unique des communautés européennes.
A **Paris**, le congrès de la Confédération des Cadres élimine l'opposition « évolutive » de sa direction.

MARDI 6. — Les pays arabes accusent Washington et Londres d'aider Israël. Le canal de Suez est fermé et le pompage du pétrole arrêté en Irak. La France suspend ses livraisons d'armes aux Israéliens.
Au procès Ben Barka, cinq acquittements, dont celui de Dlimi. Réclusion à perpétuité pour le général Oufkir. Lopez et Souchon condamnés à 8 et 6 ans de réclusion.

MERCREDI 7. — Succès foudroyant de **l'armée israélienne**, qui s'empare de Jérusalem et atteint le canal de Suez. La Jordanie accepte le cessez-le-feu inconditionnel. L'Egypte, l'Algérie, la Syrie, le Yémen, le Soudan et l'Irak rompent leurs relations avec les Etats-Unis et l'Angleterre.
Etat de siège proclamé en **Bolivie.**
Augmentation en France des **tarifs des transports.**

JEUDI 8. — Reprise du travail des **officiers de la marine marchande** en grève depuis le 25 avril.

VENDREDI 9. — **Cessez-le-feu** sur le Sinaï, mais poursuite des combats en Syrie. Nasser décide de démissionner. A Alger, on manifeste au cri de « Nasser trahison ». Attentats antijuifs en Libye, au Maroc, en Tunisie.
Rupture des négociations anglo-espagnoles sur **Gibraltar.**
En France, une cinquantaine de députés réclament l'abolition de la peine de mort.

SAMEDI 10. — Nasser revient sur sa décision de démissionner, et le parlement égyptien lui confie les pleins pouvoirs. Tous les chefs militaires sont remplacés.
L'U.R.S.S. rompt ses relations avec **Israël.**

DIMANCHE 11. — Congrès de la **C.G.T.** à Nanterre.

LUNDI 12. — Tchécoslovaquie, Bulgarie, Pologne et Hongrie rompent avec **Israël.**
Vénus-4 est lancé par l'U.R.S.S.

MERCREDI 14. — Au conseil de sécurité de l'O.N.U., le projet soviétique déclarant Israël agresseur n'obtient que 4 voix sur 15.
Mariner-5 est lancé par les Etats-Unis en direction de Vénus.
Pour la première fois, **un Noir** est nommé juge à la Cour suprême des Etats-Unis.

JEUDI 15. — Vote favorable à **l'amnistie** à l'Assemblée nationale. Communistes et gaullistes se prononcent contre.
La France s'engage à acheter à l'Algérie 3 milliards de mètres cubes de gaz.

VENDREDI 16. — Fin du congrès de la **C.G.T.** Georges Séguy devient secrétaire général et Frachon président.
La cour d'appel de **Tunis** accorde un sursis à M. Smadja pour la peine de prison et non pour l'amende de 2 milliards.
A **Dakar**, l'auteur de l'attentat manqué contre le président Senghor est condamné à mort.

SAMEDI 17. — Première **explosion nucléaire** chinoise.
Jacques Mornard, **l'assassin de Trotsky**, est mort à Bruxelles.
Le **S.M.I.G.** est porté de 2,10 à 2,15.
Le **S.N.E.S.** élit son nouveau bureau ; les autonomes refusent d'y participer.

LUNDI 19. — **Kossyguine** réclame à l'O.N.U. **la condamnation** d'Israël, **l'évacuation** et **l'indemnisation.**
40 députés travaillistes demandent la libération de **Ben Bella.**
Alger interdit l'entrée des journaux français depuis le début du conflit du Moyen-Orient.

MARDI 20. — A **Revin**, les établissements Arthur Martin licencient 520 travailleurs.
Une augmentation des traitements aux agents de la **fonction publique** est annoncée pour le 1er septembre.

MERCREDI 21. — **De Gaulle** condamne Israël et blâme l'Egypte.
La **Roumanie** se prononce pour une solution négociée au conflit du Moyen-Orient.

JEUDI 22. — A **Madrid**, un professeur de faculté est condamné à 6 mois de prison pour délit de réunion non « pacifique ».

VENDREDI 23. — Entretiens **Kossyguine-Johnson** à Glassboro.

SAMEDI 24. — **Le Caire** annonce que 654 officiers de tous grades ont été révoqués.
Au **Congo-Kinshasa, dévaluation** de la monnaie.

DIMANCHE 25. — Second entretien Kossyguine-Johnson à Glassboro.
Le **P.S.U.** repousse l'association avec la Fédération de la gauche par 393 mandats contre 174 et 15 abstentions.
A **Redon**, des agriculteurs manifestent contre l'entrée en France de la viande du Danemark et de l'Argentine ; heurts avec la police : 80 blessés.

LUNDI 26. — **Le Caire** rompt toutes communications aériennes et téléphoniques avec l'extérieur.
Kossyguine rencontre Fidel Castro à **La Havane.**
Le colonel Hatoum, qui était rentré **en Syrie** pour servir contre Israël, est condamné à mort et exécuté pour une tentative de coup d'Etat en septembre 1966.
Ahmed Tlili, le syndicaliste rentré récemment en Tunisie, est décédé.

MARDI 27. — **Alger** interdit de nombreux films dont les auteurs ou les interprètes sont accusés de servir le sionisme.

MERCREDI 28. — Le parlement israélien décide qu'il n'y aura plus qu'un seul conseil municipal à Jérusalem.

JEUDI 29. — Congrès **S.F.I.O. à Suresnes.**
Le Comité central du **P.C.** approuve de Gaulle à propos du Moyen-Orient.
Washington désapprouve la décision d'Israël concernant Jérusalem.
Le **Kenya** expulse l'ambassadeur de Chine à Nairobi et rappelle son représentant à Pékin.
Fin des entretiens secrets Kossyguine-Castro à **Cuba.**

VENDREDI 30. — Le président de la république chinoise **Liu Saho Shi** est « **démasqué et renversé** ».

D'où vient l'argent ?

MOIS DE JUIN 1967

RECETTES :	
Abonnements ordinaires	491,49
Souscription	40,00
Vente au numéro	60,00
	591,49
En caisse au 1-6-67	2.283,84
	2.875,33
DEPENSES :	
Impression, expédition numéro d'avril	1.548,54
Solidarité	50,00
P.T.T.	1,20
Frais de déplacement	90,00
Confection bandes	40,00
Total des dépenses	1,729,74
En caisse au 30-6-67 (C.C.P.)	1.145,59
	2.875,33

SOUSCRIPTION

Azouit (Alpes-Maritimes), 5 ; Martin Ph. (Seine), 5 ; Mascarel (Pyr.-Orient.), 5 ; Chestier (Cher), 5 ; Martinez (Ariège), 10 ; Duperray (Loire), 5 ; Le Bras (Paris), 5. — Total : 40.

Nota : Attention ! Voilà un mois de « basses eaux ». Comparez l'encaisse en fin de mois avec le prix d'un numéro.

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris 12e Le directeur de la publication : Ferdinand CHARBIT
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.